



# REVUE SUISSE<sup>+</sup>

La revue des Suisses de l'étranger  
Janvier 2017

**Dossier sur l'apprentissage:  
le système suisse champion de l'exportation**

**Polémique sur les frontaliers:  
remise en cause de la préférence nationale au Tessin**

**Idyllique:  
Morcote, le «plus beau village de Suisse»**

# En 2017, les Suisses de l'étranger éliront leurs conseillers.

*Qui aimeriez-vous avoir comme représentants au sein du Conseil des Suisses de l'étranger? Et quels sont les candidats dans votre pays?*

*Vous trouverez des informations pour les électeurs, les candidats et les associations suisses dans ce numéro de la «Revue Suisse», ainsi que sur le site [www.aso.ch](http://www.aso.ch).*

*Participez à la discussion sur notre réseau [SwissCommunity.org](http://SwissCommunity.org).*



## SwissCommunity.org

La plate-forme des Suisses de l'étranger



SwissCommunity.org est un réseau de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

SwissCommunity-Partner:



- 5 **Courrier des lecteurs**
- 6 **En profondeur**  
Le système de formation dual suisse:  
un exemple à suivre
- 10 **Politique**  
Projets soumis à votation le 12 février  
La votation sur l'initiative «Sortir du nucléaire»  
de novembre  
Doris Leuthard, la nouvelle présidente  
de la Confédération  
Tessin: quand le principe de préférence  
nationale inquiète  
7528 Bâlois de l'étranger privés de vote
- Nouvelles du monde entier**
- 17 **Société**  
Des mendiants en Suisse romande
- 19 **Sport**  
St-Moritz et les Championnats du monde de ski
- 22 **Culture**  
Lucienne Fontannaz: les montagnes suisses  
depuis Sydney
- 23 **Série littéraire**  
Le roman d'Orlando Spreng sur le retour  
au pays de 1941
- 24 **Informations de l'OSE**
- 26 **news.admin.ch**
- 28 **Images**  
Graphistes suisses à Paris
- 30 **Lu pour vous**  
Rudolf Wyder: «Suisse Mondiale»
- 30 **Écouté pour vous**  
Adrian Stern: «Chumm mir singed...»
- 31 **Sélection**
- 31 **Écho**

## Les populistes de droite ont le vent en poupe



Quel est le non-mot de l'année écoulée? Les termes «establishment» et «élite» ont la cote et sont très prometteurs. Les deux expressions ont été de plus en plus employées, dès que l'on parlait de prétendues dérives politiques ou de la grande méfiance de l'homme de la rue. Les populistes de droite se sont servis de ces mots clés pour trouver les coupables de leur ressentiment, sur le dos des oubliés et des lais-

sés-pour-compte.

Dans l'ensemble du monde occidental, par exemple en France, en Allemagne, en Hongrie, en Finlande et en Autriche, les populistes de droite sont devenus de plus en plus venimeux. Et ils ont obtenu gain de cause lors des élections et des sondages. Alors que les modérés se frottaient les yeux incrédules, ils sentaient ce courant qui soufflait contre les réfugiés et les étrangers, et – précisément – contre l'establishment et l'élite.

La Suisse n'a pas fait exception. Lorsque l'ascension des populistes a atteint un point culminant inattendu avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre, ses frères suisses ont savouré intérieurement ce triomphe comme si c'était le leur.

Ils ont eu en effet de la peine à dissimuler leur joie – maligne – au sujet de l'élection du milliardaire new-yorkais connu pour ses médisances envers les femmes, les Mexicains et les homosexuels à parts égales. Ils ont qualifié l'issue des élections de retentissante raclée du peuple contre l'establishment.

Ils ont essayé aussi de profiter de l'élan populiste d'outre-mer et de transmettre telle quelle cette atmosphère en Suisse, ce qui est bien évidemment impensable. Car pendant que la classe moyenne inférieure, appauvrie, souffre effectivement de privations aux États-Unis et a fait des élites locales l'ennemi désigné, dans notre pays la colère du peuple, attisée par la droite, est plus difficile à comprendre. Bien sûr, la Suisse compte aussi des gens défavorisés et insatisfaits à juste titre. Cependant, par rapport aux États-Unis, les disparités sociales y sont faibles. Le taux de chômage (3,3 %) est bas et la satisfaction globale ainsi que la confiance dans les autorités telles que le pouvoir judiciaire sont élevées, selon des études représentatives.

Où est donc la colère bouillonnante du peuple suisse? Et sur quoi devrait-elle se fonder? Et du reste, qui est donc ce «peuple» dont les populistes de droite se réclament? En Suisse, qui est cet establishment de qui l'on devrait tant se méfier?

Le fait est que la Suisse va très bien par rapport à ses pays voisins. Le terreau du populisme de droite devrait donc y être moins fertile qu'en France ou en Allemagne, où des polémistes telles que Marine Le Pen et Frauke Petry aspirent au pouvoir. Cela donne un peu d'espoir. Mais ce qui ne dépend pas de la prospérité, c'est la xénophobie – un autre pilier de l'idéologie populiste de droite.

MARKO LEHTINEN, RÉDACTEUR EN CHEF

Photo de couverture:

L'apprentissage en Suisse – Soudure des raccordements d'un élément thermique avec un appareil à microsoudage. (Photo Keystone)

## Assurance maladie et accident internationale

- Selon modèle suisse
- Assurance privée à vie
- Libre choix du médecin et de l'hôpital dans le monde entier

En plus:

- Assurance perte de gain internationale
- Caisse de pension internationale

Solutions individuelles pour:

- Suisses de l'étranger
- Expatriés de toute nationalité
- Délégués / Local hire



Contactez nous!

Tel: +41 (0)43 399 89 89

[www.asn.ch](http://www.asn.ch)

ASN, Advisory Services Network AG  
Bederstrasse 51  
CH-8027 Zürich  
[info@asn.ch](mailto:info@asn.ch)



# SWISSCARE

## Assurance Santé Internationale En ligne

[www.swisscare.com](http://www.swisscare.com)

+41 26 309 20 40

# Terre d'aventure.



Chaque enfant dans le monde a le droit d'être un enfant, tout simplement.



### MIET-PW, MIET-Camper, MIET-4x4

Ilgauto ag, 8500 Frauenfeld  
200 Autos, 40 Modelle, ab Fr. 500.-/MT inkl. 2000Km



Tel. 0041 52 7203060 / [www.ilgauto.ch](http://www.ilgauto.ch)

### Assurance-Maladie Internationale

Couverture internationale avec libre choix des spécialistes et des hôpitaux.

**SIP SWISS INSURANCE  
PARTNERS®**

Tel +41 44 266 61 11  
[info@sip.ch](mailto:info@sip.ch)

Compétence. Expérience. Service indépendant.

[www.sip.ch](http://www.sip.ch)



LogoWatches.EU, ein Unternehmen der S.M.I. Merchandising GmbH (in Schweizer Besitz), ist ein Produzent von Armband- und Wanduhren zu Werbezwecken für Sportclubs, Firmen etc. Für den Ausbau unseres Vertriebsnetzes in Ländern der Kontinente Europa, Australien, Asien und Afrika **suchen wir Selbständige Handelspartner**. Weitere Informationen unter [www.logowatches.eu](http://www.logowatches.eu), Bewerbung an [careers@logowatches.eu](mailto:careers@logowatches.eu), T: +41 797844911

## De paisibles fermes sur le déclin. Le dernier producteur de lait du village



Il faudrait conseiller à M. Burren d'approfondir ses réflexions stratégiques face à la diminution de la rentabilité de la production laitière. Différentes possibilités existent, par exemple donner une orientation touristique aux exploitations laitières. Car ceux qui vont dans les Alpes se réjouissent aujourd'hui à l'idée de devenir des clients directs grâce à l'agrotourisme.

WILHELM TSCHOL, ALLEMAGNE

Si le litre de lait ne coûte qu'un franc au magasin, personne ne peut s'attendre à ce que quelqu'un fasse des bénéfices. C'est une honte que le gouvernement ne relève pas les prix et n'augmente pas les frais douaniers à la frontière. N'est-ce pas la tâche du gouvernement de protéger notre pays et les citoyens? En Amérique, ils ont Walmart, qui fonctionne sur la même base que l'UE: faites pression assez longtemps sur les prix et la petite concurrence devra bientôt mettre la clé sous la porte! J'espère que les petits agriculteurs suisses trouveront un moyen pour maintenir leur mode de vie et un élevage sain. Il doit bien y avoir quelque chose à faire pour sortir de ce pétrin! Et j'espère que les gens réalisent ce qu'ils vont perdre s'ils ne commencent pas à soutenir l'économie locale et les agriculteurs locaux.

E. KUNKLER, CANADA

En France, les producteurs laitiers sont dans la même situation et cela a déjà causé beaucoup de drames. Ceux qui s'en sortent le mieux sont rentrés dans un système du «producteur directement au consommateur» avec des associations comme l'Amap. Je suis sûre qu'en Suisse cette solution aura aussi sa chance. Bon courage à vous!

BARBARA DEMOULIN, FRANCE

Nous habitons une partie de l'année à Brugnasco, près d'Airolo. Ici, le village n'a plus qu'un seul fermier, et nous achetons notre lait directement à la ferme, à un franc le litre. Ce n'est peut-être que notre imagination, mais nous trouvons ce lait bien meilleur que le lait bio de la Coop. L'été dernier, nous attendions avec impatience que les vaches reviennent des alpages. Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi un tel lait ne bénéficie pas d'un label de qualité, pour lequel les gens, tout comme nous, seraient prêts à payer davantage. Pourquoi dépensons-nous deux francs pour une bonne bière et 20 francs pour un bon vin, mais seulement un franc pour du lait de grande qualité?

DIETER SCHELLING, SUISSE

## Un commerce explosif. Exportations suisses d'armes sous le feu des critiques



À mon avis, toute exportation d'armes contredit la neutralité suisse et les principes humanitaires. Alors, quand je lis le petit pourcentage que représentent ces produits d'exportation, je suis plus que perplexe de voir qu'une telle importance

soit accordée à ce secteur d'exportation. Personnellement, je rejette les exportations d'armes en général. RENATA NEUWEILER, GRÈCE

Le discours de madame Chantal Galladé est intéressant. Mais malheureusement, il fait l'impasse sur l'hypocrisie générale concernant les activités économiques de la Suisse sur la scène internationale et ses conséquences directes sur les populations dans les pays en crise. Si «tout marché entaché de sang est indigne de la Suisse humanitaire et inacceptable», nous aimerions bien voir madame Galladé plus engagée contre les véritables activités criminelles contrôlées à partir du territoire suisse qui sont les vraies causes du sang versé: le trading du pétrole, l'industrie agro-chimique, les activités bancaires des places financières genevoises et zurichoises et cetera. En effet, ces activités sont les causes réelles des inégalités économiques, des tensions politiques et de la destruction de l'environnement à l'origine des conflits où elle ne supporte pas qu'une arme ou une munition d'origine suisse soit utilisée. ALEXANDRE MEDAWAR, LIBAN

### Élections du CSE 2017

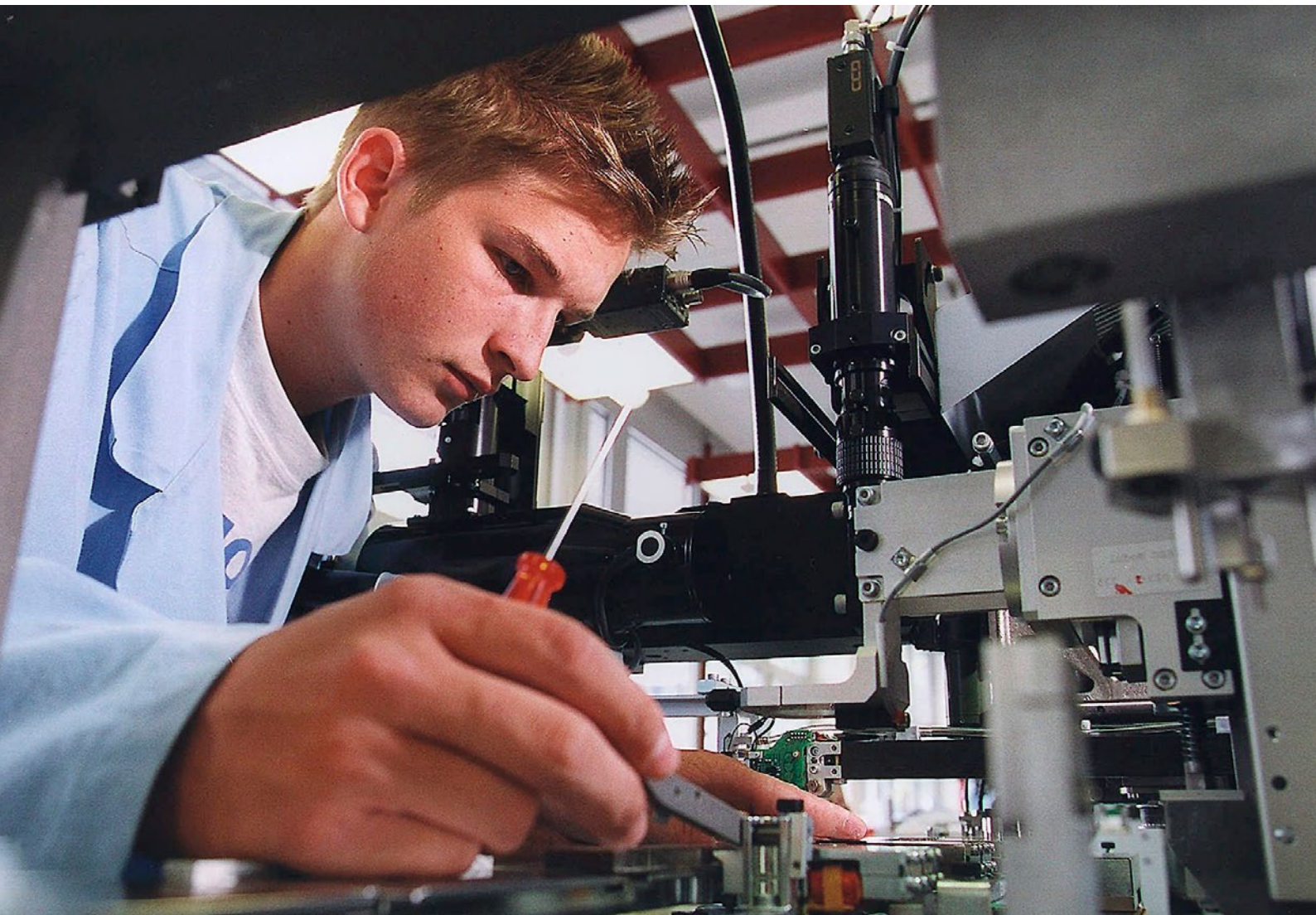
Dans la dernière édition de la Revue Suisse, il y a eu quelques imprécisions concernant l'article «Élisez le nouveau Conseil des Suisses de l'étranger» (CSE): les réponses aux questions «Comment et par qui les délégués de l'étranger sont-ils élus?» et «Qui peut voter à l'étranger?» ont entraîné des malentendus.

La situation est la suivante: les organisations faitières dans les différents pays élisent les délégués de l'étranger ou, là où il n'y en a pas, les associations suisses. Toutes deux peuvent élargir le cercle des électeurs à des personnes qui ne sont pas membres d'association. Dans ce cas, si nécessaire, les associations peuvent organiser une élection directe, par voie postale ou électronique. L'affiliation à une association suisse n'est donc pas obligatoire, si elle n'est pas exigée par les organisations chargées de l'élection.

Nous voudrions également mentionner ici que lors de sa dernière séance, le Conseil des Suisses de l'étranger a inclus dans ses directives la recommandation suivante en ce qui concerne les électeurs: «Le Comité de l'OSE recommande d'autoriser tous les Suisses de l'étranger inscrits sur le registre électoral à participer aux élections.» Il s'agit d'une recommandation que les associations peuvent suivre si elles le souhaitent, mais qui n'est pas impérative. Le CSE a voulu faire un pas vers l'ouverture de la base électorale. Mais les associations restent libres, dans le cadre des directives, de déterminer qui peut participer aux élections. Vous trouverez ces directives ainsi que de plus amples informations sur les élections sous: <http://aso.ch/fr/politique/elections-du-cse-2017>.

## L'artisan suisse, une fierté nationale qui s'exporte

Elle allie pratique et théorie comme nulle part ailleurs, contribue à réduire considérablement le chômage et est un pilier de l'exportation: la formation professionnelle suisse sert de modèle pour de nombreux pays qui souhaitent réformer leur propre système de formation. Mais exporter un tel système n'est pas chose aisée.



MARC LETTAU

Priorité aux projets tangibles: tel était le mot d'ordre des années 60, époque où la Suisse a commencé à fournir une aide publique au développement. Par « tangible », on sous-entendait alors qu'il fallait certes combattre la faim et la pauvreté dans le monde, mais à l'aide de projets concrets, visant la transmission d'un savoir et de compétences typiquement suisses et orientées vers la pratique, représentatifs des valeurs na-

tionales. La réponse de la Suisse, pays des montagnes, des vaches et des maîtres fromagers, s'impose d'elle-même: le personnel humanitaire suisse part dans les Andes péruviennes former des agriculteurs de montagne en difficulté dans des fromageries construites à cet effet. Auparavant, des organisations humanitaires non gouvernementales suisses avaient conduit les mêmes projets dans les montagnes du Népal. Les projets au Pérou et au Né-

**Contrairement à beaucoup de pays, notamment en Europe de l'Est, la formation professionnelle est une voie prestigieuse en Suisse.** Photo Keystone

pal reposaient sur l'idée que la transmission de connaissances professionnelles permettaient de mettre sur les rails un développement de large portée, de favoriser l'accès des plus démunis à l'emploi et d'améliorer leur alimentation – grâce au bon lait.

Naturellement, une fois mis en œuvre, les projets n'ont pas toujours été à la hauteur des aspirations. Il n'empêche qu'ils ont permis d'amorcer un mouvement d'exportation de la formation professionnelle suisse, qui ne s'est jamais démenti. La liste des projets de formation professionnelle suisse est longue: Bolivie, Burkina Fasso, Ghana, Inde, Indonésie, Myanmar et bon nombre d'autres pays, dont le Népal, où les projets de développement suisses ont débuté. Aujourd'hui, la Suisse y concourt en organisant des formations pouvant être suivies en cours d'emploi.

La réputation du système de formation professionnelle suisse impressionne également de grandes nations industrialisées. En 2015, les États-Unis ont signé un accord sur la formation professionnelle avec la Suisse. Outre-Atlantique, on veut comprendre comment la Suisse réussit aussi bien à mettre en adéquation les formations professionnelles et l'économie. Suzi LeVine, ambassadrice des États-Unis à Berne, trouve fascinant le niveau d'interaction des entreprises avec les écoles professionnelles publiques.

## Deux tiers des étudiants optent pour un apprentissage

Cela n'a toutefois rien d'étonnant pour les professionnels suisses. Il faut dire que, dans le pays, la formation professionnelle est une voie prestigieuse. Deux tiers des jeunes Suisses optent pour une formation professionnelle, tournant le dos aux études préacadémiques du gymnase, qui favorisent l'apprentissage en cours magistral. En s'orientant vers la professionnalisation, ces étudiants font le choix de la réussite. En effet, la haute compétiti-

tivité de la Suisse repose sur son personnel bien formé et la formation professionnelle est la clé du faible taux de chômage. La Suisse ne produit pas de «chômeur diplômé». Alors que le taux de chômage moyen frôle les 10 % en Europe, il n'est que de 3,3 % en Suisse. Le plus souvent, les jeunes adultes suisses n'ont pas à vivre l'épisode décourageant de ne pas pouvoir s'insérer sur le marché de l'emploi.

Ce résultat est stupéfiant. Pourtant, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) critique régulièrement le système de formation suisse, à qui elle reproche un taux de maturité le plus bas en Europe. Dans les pays européens, plus de 60 % des jeunes suivent une formation gymnasiale pour s'inscrire ensuite dans une université, contre 20 % seulement en Suisse. Cette distance par rapport à l'enseignement académique s'explique par le succès rencontré par la formation professionnelle suisse, qui s'inscrit dans un système de formation très perméable proposant des voies alternatives jusqu'à l'enseignement supérieur. Tout diplôme professionnel quel qu'il soit peut être complété par une formation. Il est ainsi courant en Suisse aujourd'hui que des jeunes optent pour une formation professionnelle puis s'inscrivent à l'examen de maturité en cours de formation ou durant leur première année d'exercice de leur profession. Cette «maturité professionnelle» leur ouvre les portes des hautes écoles et des universités. Près de 40 % des jeunes qui poursuivent actuellement leurs études ont dans un premier temps opté pour le système de formation professionnelle dual, orienté sur la pratique – et cette tendance est à la hausse.

## Idéalisation à l'étranger

Faible taux de maturité, faible taux de chômage, pas de pénurie de main-d'œuvre notable: ces trois éléments expliquent l'attrait qu'exerce le modèle suisse ailleurs dans le monde. L'été der-

nier, la Serbie a elle aussi annoncé qu'elle souhaitait importer le modèle suisse. Sa voisine, la Bulgarie, a entamé une réforme drastique de son système de formation professionnelle. Une refonte jugée très prometteuse par les professionnels du secteur en Suisse. Attention toutefois à ne pas enjoliver la réalité. Les expérimentations réalisées ces 50 dernières années montrent que l'exportation du modèle de formation professionnelle se heurte à certaines limites. Il ne saurait être transposé à l'identique et nécessite d'être adapté aux réalités du pays. Avant toute chose,

### La formation professionnelle duale

Une formation professionnelle duale transmet en parallèle des connaissances techniques et scolaires. Les étudiants travaillent par exemple pendant trois jours de la semaine dans leur entreprise et se rendent deux jours par semaine dans leur école professionnelle, qui leur propose également un enseignement général. En Suisse, la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail s'engagent ensemble en faveur de la formation professionnelle. L'économie suisse ne se contente donc pas de «cueillir» les travailleurs qualifiés à l'issue de leur parcours de formation mais est largement partie prenante de leur professionnalisation. (mul)

il ne faut pas oublier que la formation professionnelle suisse se conforme à l'idée de base de la «Willensnation» ou nation née d'une volonté politique commune et du système de milice: l'économie et les entreprises d'apprentissage favorisent la prise de responsabilité et l'État crée un cadre réglementaire stable et nécessaire. Or ces conditions sont rarement réunies dans les pays en développement. D'un point de vue historique, la formation professionnelle suisse existe depuis 200 ans, indépendamment du système de corporation qui a favorisé grandement l'artisanat et la fierté d'être artisan. Pour les membres des corporations, le métier exercé façonnait l'identité et



Le système de formation dual bénéficie d'une campagne active en Suisse également – à l'exemple de celle du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation.

était garant d'une position sociale. Cela est encore vrai aujourd'hui.

Il arrive parfois que l'approche tangible d'autrefois – qui consistait à inculquer l'art du fromage aux agriculteurs de pays lointains – entraîne une représentation excessive de l'engagement suisse actuel en faveur de la formation professionnelle dans les pays en développement et en transition. La Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) n'investit plus que 4 % de son budget dans des projets de formation professionnelle au sens strict. Quant à l'aide accordée aux pays d'Europe de l'Est, l'enveloppe est encore plus faible. Une évolution que Rudolf Strahm, économiste spécialiste des questions de l'aide à la formation et au développement, ne manque pas de critiquer: selon lui, la contribution de la Suisse au développement se serait

éloignée de sa vocation première. Aujourd'hui, les moyens seraient distribués à un nombre incalculable de pays au bénéfice de causes les plus diverses. Un point de vue que des experts de tous horizons partagent – ou tentent du moins de justifier en arguant que les objectifs de développement évoluent partout dans le monde. Ainsi, dans le cadre des Objectifs du Millénaire de l'ONU soutenus par la Suisse, la priorité éducative n'est plus à la formation professionnelle mais à l'école primaire et l'alphabétisation. L'idée sous-jacente est claire: le meilleur système de formation professionnelle ne saurait être pleinement efficace si les jeunes défavorisés n'apprennent ni à lire ni à écrire. Pourtant, dans son nouvel agenda pour le développement durable, l'ONU a à nouveau changé de cap et exige de la communauté internationale qu'elle facilite l'accès à une formation professionnelle accessible et de haute qualité.

### Outil de diplomatie économique

Le transfert de l'éducation en Suisse n'est pas l'apanage de la DDC. La ministre de la Justice Simonetta Sommaruga (PS) est également une grande alliée des projets de formation professionnelle à l'étranger. Elle souhaite une hausse des investissements de formation professionnelle dans les pays d'origine des demandeurs d'asile. Les flux migratoires d'origine économique étant désormais une constante, cette approche devrait gagner en importance à l'avenir. Mais si quelqu'un a fait de la formation professionnelle son cheval de bataille, c'est bien le conseiller fédéral Johann Schneider Ammann, qui l'a érigée en outil de la diplomatie économique suisse. Les délégations commerciales étrangères venues en Suisse pour passer à la loupe le système de formation professionnelle sont toujours plus nombreuses.

Le succès est-il toujours à la clef? Pas de l'avis de Mauro Dell'Ambrogio. Fin 2015, le secrétaire d'État à la re-

cherche et à l'innovation a déclaré sans ambages qu'à sa connaissance, quelques expériences ponctuelles avaient porté leurs fruits mais qu'aucun pays n'avait mis sur pied un système de formation professionnelle dual. Cette admiration mondiale pour le système de formation suisse serait ainsi trompeuse. Pour Mauro Dell'Ambrogio, il ne faut pas oublier que «la transposition incompatible du modèle» pourrait même avoir des conséquences dommageables, par exemple pour les employés les plus âgés qui ne pourraient prétendre au même niveau de salaire du fait de l'insuffisance de leur formation professionnelle. Pour être attrayante, la formation professionnelle doit jouir d'un certain prestige – que seuls les diplômés aux carrières exemplaires confèrent à une formation – ce qui ne se fait pas du jour au lendemain, estime Mauro Dell'Ambrogio.

### Le prestige fait la différence

La position de Dell'Ambrogio a été vivement critiquée. Pourtant, bon nombre d'experts disent en substance la même chose: le succès d'une formation dépend fortement de son prestige. Si les apprentis suisses sont fiers des formations auxquelles ils ont accès, les avis sur la formation professionnelle sont souvent beaucoup plus réservés dans les pays souhaitant importer le modèle suisse. Les voies menant vers les métiers de l'artisanat sont sous-estimées et n'offrent guère de perspectives. Et les exemples ne manquent pas. Lorsque Caritas a voulu mettre en œuvre des projets de formation professionnelle au Kosovo, les autorités locales ont chaleureusement accueilli l'œuvre caritative. Reste qu'elles ont au départ boudé la filière professionnelle, lui préférant les cursus universitaires. Caritas, qui a dû revoir son argumentaire, a conseillé de proposer des formations professionnelles chaquetées par une université.

MARC LETTAU EST RÉDACTEUR À LA REVUE SUISSE.



# Bulgarie: l'enseignement suisse propose «toutes les réponses et les meilleures recettes»

L'école professionnelle de Thoue accueille régulièrement des hôtes. Différentes délégations sont venues de Corée du Sud, du Cambodge, du Kazakhstan, de Russie et du Groenland. Aujourd'hui, c'est au tour de la Bulgarie. Sofia envoie dans l'Oberland bernois des représentants d'entreprises et des enseignants d'écoles professionnelles afin qu'ils assimilent la logique du système de formation professionnelle suisse, qui fonctionne selon le principe

nelles existent encore mais personne ne contrôle leur qualité. Aujourd'hui, la situation est préoccupante: on a d'un côté un taux de chômage élevé chez les jeunes et, de l'autre, des entreprises qui déplorent le manque de personnel qualifié.» C'est ce paradoxe qui est à l'origine de la réforme de la formation professionnelle calquée sur le modèle suisse.

Meglana Plugtschieva, l'ambassadrice de la Bulgarie à Berne, est une grande partisane de l'apprentissage

ment de la Suisse qui aurait d'ailleurs donné à la Bulgarie la possibilité d'initier une réforme en profondeur du système de formation professionnelle.

D'autant que cette réforme bénéficie d'une large assise dans le pays. Les entreprises sont directement impliquées. Les autorités gouvernementales au plus haut niveau sont également parties prenantes. Jusqu'à la fin de son mandat, arrivé récemment à terme, le président bulgare Rossen Plevneliev a joué la carte de la formation professionnelle. Du reste, lors de sa visite en Suisse en 2014, Plevneliev avait même fait attendre l'ancien président de la Confédération, Didier Burkhalter, parce qu'il avait d'abord prévu de visiter à Berne l'école professionnelle et de s'entretenir avec des apprentis.

Moins d'un an après ce faux pas, les premières classes d'apprentis ébénistes, mécatroniciens automobiles, électroniciens et technologues en industrie laitière étaient créées. Des classes de formation à d'autres métiers ouvriront en 2017. Le gouvernement a également enclenché une réforme juridique permettant pour la première fois aux jeunes de conclure des contrats de formation.

«La pression de la réalité» a induit un rythme de réforme intense, explique Plugtschieva. Mais plus que le rythme, c'est l'ampleur d'une réforme qui compte. Le «projet suisse» dépasse largement le cadre de la politique éducative: «En renforçant le prestige des métiers et de la formation professionnelle, nous faisons changer les mentalités. Nous ouvrons des perspectives. Et nous avons des raisons de croire que dans notre pays, les jeunes ont un avenir.» C'est primordial pour leur estime personnelle. Force est de constater que «transformer nos jeunes en migrants économiques n'est pas une bonne chose.»

MARC LETTAU



La Bulgarie mise sur le modèle suisse pour améliorer son système de formation. (Sur la photo: une délégation pour la formation professionnelle en visite à l'école professionnelle de Thoue). Photo Manu Friederich

d'une complémentarité entre écoles professionnelles, associations sectorielles et Confédération.

Selon Vasil Radoynovski, de la Chambre de commerce Suisse-Bulgarie, réformer rapidement le système de formation professionnelle de son pays est une nécessité impérieuse. Après 1989, l'impasse a été faite sur la formation professionnelle: «Les écoles profession-

professionnel à la suisse. Elle explique que le modèle helvétique fournit «toutes les réponses et les meilleures recettes» pour permettre de relever les défis actuels de la jeunesse bulgare. Suite à l'échec des premières tentatives d'amélioration du système de formation menées dans son pays, Meglana Plugtschieva a donc appelé de ses vœux le soutien de la Suisse. C'est l'engage-



Le 12 février, les Suisses se prononceront sur la réforme de l'imposition des entreprises, le nouveau fonds pour les routes et la simplification de la naturalisation pour les étrangers de troisième génération.

## Une réforme complexe

JÜRIG MÜLLER

«Réforme de l'imposition des entreprises»: une formulation neutre et sèche, qui masque en réalité une véritable bombe politique, et de bien mauvais souvenirs. La votation sur la réforme de l'imposition des entreprises II de 2008 avait en effet été qualifiée par le quotidien «Der Bund» de «point zéro de la démocratie suisse». Avant le scrutin, le Conseil fédéral avait annoncé publiquement des pertes fiscales annuelles d'environ 80 millions de francs. Il s'était largement trompé et les pertes s'étaient révélées bien plus importantes. Même le Tribunal fédéral a dû se pencher sur cette affaire, qu'il a qualifiée de «grave violation de la liberté de vote», de «désinformation par la pression», et même, pour quelques juges, de «tromperie systématique» des électeurs.

La réforme de l'imposition des entreprises III (RIE III), l'une des réformes fiscales les plus complexes de l'histoire de la Suisse, sera soumise au peuple prochainement. Elle porte certes sur d'autres aspects, mais, compte tenu de l'expérience de 2008, la campagne s'annonce encore plus rude qu'il y a neuf ans, notamment au sujet de la diminution des recettes fiscales. Le Parti socialiste, d'autres partis de gauche et les syndicats ont déposé une demande de référendum contre le projet.

### Supprimer les privilèges fiscaux

Au début, cette réforme faisait plus ou moins l'unanimité de tous les camps politiques, car elle visait à supprimer les privilèges qualifiés de dumping fiscal, controversés sur le plan international. Pour dire les choses simplement, jusqu'à présent les bénéfices

étrangers des entreprises sont moins imposés que ceux réalisés en Suisse. Le but de la réforme est d'éliminer ces différences de traitement fiscal dans le cadre des impôts cantonaux. Pour autant, abolir sans contrepartie les statuts fiscaux cantonaux entraînerait une perte de compétitivité en Suisse, qu'il convient de compenser par d'autres mesures acceptées par la communauté internationale. Ainsi, les revenus de licence seront plus faiblement imposés et une déduction plus élevée que les dépenses engagées pour la recherche et le développement sera accordée. Les cantons pourront aussi abaisser l'impôt sur le bénéfice.

Néanmoins, le Parlement a étoffé – ou, selon le PS, surchargé – le projet du Conseil fédéral en y ajoutant plusieurs points. Selon Susanne Leutenegger Oberholzer, conseillère nationale PS et experte en économie, l'impôt sur le bénéfice corrigé des intérêts est «une ruse sans pareille» qui permet de déduire des intérêts fictifs sur des fonds propres supérieurs à la moyenne. Elle ajoute que la RIE III entraînera des baisses d'impôts selon le principe de l'arrosoir et ne mettra pas fin aux privilèges des sociétés à statut fiscal spécial.

### Un référendum risqué

Roger Nordmann, président du groupe PS, s'est battu avec véhémence au Conseil national contre ce projet qui, selon lui, annonce un massacre dans le service public, le renchérissement des prestations publiques et une hausse d'impôts pour les personnes physiques. Le conseiller national Vert Louis Schelbert dénonce pour sa part un projet de redistribution coûtant des milliards à la popu-

lation. Les représentants du camp bourgeois avancent d'autres arguments. Selon Martin Bäumlé, président des Verts libéraux, si la réforme de l'imposition des entreprises III peut entraîner des pertes fiscales, celles-ci seraient dix fois plus importantes sans la réforme. Pour l'UDC, le PDC et le PLR, il s'agit d'un compromis. Des milliers d'entreprises et des dizaines de milliers d'emplois sont en jeu. D'après Markus Ritter, porte-parole du PDC, vouloir combattre le projet avec un référendum est un jeu hasardeux qui peut facilement échapper à tout contrôle.

### Flou autour des conséquences financières

Il existe un grand flou autour des conséquences financières du projet. Roger Nordman parle d'au moins trois milliards de francs qui ne seront pas compensés si la RIE III est adoptée. Le PS estime qu'il manquera 1,3 milliard rien que dans les caisses de la Confédération et que les autres pertes fiscales retomberont sur les cantons et les communes. Ces prévisions sont délicates, car on ne sait pas encore quelle sera l'ampleur de la baisse des taux d'imposition des bénéficiaires au niveau cantonal.

Les milieux politiques bourgeois et économiques font d'autres calculs. En cas de rejet du projet, ils mettent en garde contre le risque de délocalisation des entreprises. En effet, même si le projet est rejeté, les privilèges actuels devront être supprimés pour répondre aux critiques internationales. Les pertes fiscales pourraient être plus élevées si les entreprises concernées quittaient la Suisse. Economiessuisse, la Fédération des entreprises suisses,



**Selon Markus Ritter du PDC, vouloir combattre la réforme de l'imposition des entreprises avec un référendum est un jeu hasardeux.** Photo Keystone

routes nationales, ainsi que des projets de trafic d'agglomération. Par ailleurs, la surtaxe sur les huiles minérales passera de 30 à 34 centimes. Le FORTA permettra de mieux prévoir les investissements nécessaires et de sécuriser leur financement.

fait le constat suivant: «À elles seules, les entreprises concernées au premier chef par la réforme versent, aujourd'hui, plus de cinq milliards de francs par an à la Confédération, aux cantons et aux communes. Le projet de réforme fiscale protège durablement

ce substrat fiscal. Le référendum peu réfléchi de la gauche remet les atouts de la place économique en question et compromet de nombreux emplois. Les entreprises soumises à un régime fiscal spécial emploient aujourd'hui près de 150 000 salariés.»

## Après le fonds ferroviaire, le fonds pour les routes

Le 9 février 2014, le projet de financement et d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF) a été approuvé par 62% des votants. Ainsi, un nouveau fonds d'infrastructure ferroviaire permet de financer uniformément l'exploitation, l'entretien et l'aménagement du réseau ferré. Il faut à présent trouver une solution pour la circulation routière et le fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (FORTA) sera donc soumis à votation le 12 février. Il a pour but d'assurer durablement le financement des routes nationales et des contributions fédérales aux projets relatifs aux transports dans les agglomérations.

Les routes suisses sont souvent encombrées et les signalements d'embouteillage à la radio sont de plus en plus fréquents. 85 à 90% de tous les embouteillages ont lieu sur les autoroutes dans des zones urbaines. De-

puis 1960, le trafic individuel motorisé a plus que quintuplé en Suisse, les infrastructures atteignent leurs limites et les coûts d'exploitation et d'entretien sont en forte hausse. À l'instar du fonds d'infrastructure ferroviaire, le FORTA sera directement alimenté par toutes les recettes à affectation obligatoire actuelles et à venir. Contrairement au fonds d'infrastructure actuel, le FORTA est illimité dans le temps et inscrit dans la Constitution. C'est pourquoi il est soumis à votation.

Les moyens actuels suffisent uniquement à couvrir un entretien de plus en plus coûteux, mais ne permettent pas d'achever le réseau de routes nationales ni de supprimer les goulets d'étranglement. En outre, on prévoit un déficit financier de plus d'un milliard de francs par an. Le nouveau fonds financera l'exploitation, le maintien et l'achèvement du réseau de

## Naturalisation simplifiée

La naturalisation des jeunes étrangers de troisième génération doit être simplifiée. Ce projet déposé sous forme d'initiative parlementaire par la conseillère nationale PS Ada Marra a certes été adopté par le Parlement, mais le Conseil national et le Conseil des États ont exigé des conditions plus strictes. Il n'y aura pas de naturalisation automatique à l'avenir. Les étrangers et étrangers de troisième génération n'obtiendront la nationalité suisse que sur demande. Les demandeurs devront être âgés de moins de 25 ans, et de moins de 35 ans durant une période de transition. Le Parlement craint qu'une naturalisation plus tardive permette aux étrangers de contourner leurs obligations militaires.

Par ailleurs, au moins l'un des grands-parents doit être né en Suisse ou disposer d'un droit de séjour et l'un des parents doit aussi être né en Suisse, y avoir vécu durant dix ans et y être allé à l'école durant cinq ans. Les demandeurs doivent eux aussi être nés en Suisse et y avoir suivi au moins cinq ans de scolarité. Ce projet entraînera non seulement une modification de la loi sur la nationalité, mais aussi de la Constitution fédérale, et doit donc être soumis au peuple et aux cantons.

JÜRIG MÜLLER EST RÉDACTEUR  
À LA «REVUE SUISSE»

# Les centrales nucléaires peuvent poursuivre leurs activités

Le 27 novembre, le peuple suisse a rejeté l'initiative des Verts pour la sortie du nucléaire. L'abandon du nucléaire est toutefois en ligne de mire.

JÜRIG MÜLLER

L'onde de choc provoquée par la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011 est oubliée. En refusant clairement l'initiative des Verts en faveur de la sortie du nucléaire par 54,2% des voix, le peuple suisse ne veut manifestement rien savoir d'une sortie rapide du nucléaire. Seuls les quatre cantons romands de Genève, Vaud, Neuchâtel et du Jura ainsi que les deux demi-cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne ont accepté l'initiative. Depuis 1979, la Suisse a déjà été appelée à se prononcer huit fois sur des objets ayant trait à l'énergie nucléaire. Et le peuple a toujours adopté une position favorable au nucléaire, à une exception près: en



1990, il a accepté un moratoire de dix ans sur la construction de nouvelles centrales.

Cependant, cette fois-ci, l'enjeu était global. Les Verts demandaient l'interdiction de toute nouvelle centrale nucléaire mais aussi la désactivation des cinq réacteurs suisses d'ici 2029 au plus tard. Ainsi, trois centrales auraient dû cesser leurs activités en 2017 déjà. Les auteurs de l'initiative ont surtout avancé comme argument les consé-

**Les centrales nucléaires suisses peuvent poursuivre leurs activités pour l'instant – à l'image de la centrale de Leibstadt (AG).**

Photo Keystone

quences désastreuses d'un grave accident nucléaire sur un territoire aussi densément peuplé que la Suisse. Après tout, les plus vieux réacteurs au monde se trouvent en Suisse. De plus, le principe de la sortie du nucléaire est ancré dans la Stratégie énergétique 2050; seul un calendrier convenable ferait encore défaut. Enfin, la sécurité de l'approvisionnement serait garantie grâce aux énergies renouvelables (soleil, eau, vent, biomasse) et, à court terme, grâce aux importations de courant.

## Craintes autour de la sécurité de l'approvisionnement

C'est ce point qui a été mis en avant par les opposants, financièrement très solides. Au cours de la campagne, ils sont parvenus à saper la confiance dans une initiative initialement bien positionnée dans les sondages. Ils ont déclaré que le calendrier de l'initiative était beaucoup trop ambitieux et ont épinglé la sécurité de l'approvisionnement, notamment les retards de livraison et les pannes liées principalement à la surcharge de l'infrastructure de réseau. De surcroît, ils ont expliqué que l'initiative induisait une dépendance vis-à-vis de l'étranger et, en particulier, l'importation d'énergies sales (charbon et nucléaire).

Les coûts d'un abandon prématuré du nucléaire ont aussi été au cœur d'un débat animé. Pour sa part, le Conseil fédéral s'attendait déjà à des indemnités élevées réclamées par les exploitants de centrales nucléaires. Or durant la campagne, ceux-ci ont encore relevé leurs exigences: le groupe énergétique Axpo a articulé des indemnités dépassant les quatre milliards de francs uniquement pour les sites de Beznau et Leibstadt.

## Variante «light» à la sortie du nucléaire

Les opposants à l'initiative ont brandi un autre argument: la Stratégie énergétique 2015 adoptée par le Parlement en automne dernier. Il s'agirait en quelque sorte d'une contre-proposition indirecte à l'initiative, autrement dit d'une variante «light» à la sortie du nucléaire. La construction de nouvelles centrales est également interdite, mais les centrales existantes peuvent poursuivre leurs activités aussi longtemps que l'autorité de surveillance les considère comme sûres. La Stratégie énergétique 2050 comporte en outre un catalogue complet de mesures devant permettre d'accroître l'efficacité énergétique et de développer les énergies renouvelables.

Le quotidien bernois «Der Bund» estime que le non à l'initiative n'équivaut pas à un abandon de la sortie du nucléaire. Car, lors de la campagne, la question n'était pas de savoir s'il fallait négocier le tournant énergétique mais comment le négocier. Pour la «Neue Zürcher Zeitung», le non à l'initiative s'apparente à un témoignage de confiance de premier ordre mais investit aussi la Berne fédérale d'une mission: entamer le tournant énergétique et se détourner du nucléaire, sans pannes et de manière économiquement supportable.

L'UDC voit les choses d'un autre œil: le parti a lancé le référendum contre la Stratégie énergétique 2050 car il ne souhaite pas de tournant énergétique piloté par l'État, une pratique qu'il taxe d'«économie planifiée». Selon lui, seul le marché doit décider. Il est donc probable que le peuple soit bientôt amené à se prononcer une nouvelle fois sur la question.

# Une présidente de la Confédération charismatique

Doris Leuthard a été élue présidente de la Confédération pour la deuxième fois de son mandat. Figure de proue de la politique du consensus à la suisse, elle jouit d'une excellente réputation, même chez ses adversaires.

MARKUS BROTSCHI

Âgée de 53 ans, Doris Leuthard est le deuxième plus jeune membre du Conseil fédéral, mais aussi sa doyenne. Si les médias spéculent sur un possible retrait de la magistrate démocrate-chrétienne en cours de législature, il n'est pas dit qu'elle démissionne en fin d'année. Les années passées au Conseil fédéral ne semblent pas avoir eu raison de son enthousiasme. En effet, l'Argovienne se montre toujours aussi pugnace dans ses apparitions publiques et sa volonté de démystifier des modèles d'infrastructure particulièrement complexes pour les citoyens suisses reste intacte. Dans son département, elle règne de main de maître sur la politique en matière d'environnement, de transports, d'énergie et de médias.

Sa carrière politique, Doris Leuthard la doit beaucoup à son flair pour déceler la faisabilité politique et les majorités. Lorsque Philipp Stähelin, l'ancien président du PDC, s'est retiré fin 2003 suite à une nouvelle déroute des démocrates-chrétiens, la conseillère nationale était toute désignée pour reprendre le flambeau. Il n'empêche qu'elle n'est restée que deux ans à la tête du PDC. Après le départ de Joseph Deiss en 2006, elle a été logiquement élue au Conseil fédéral et a repris le Département fédéral de l'économie.

## Une aubaine pour le PDC

Pour le PDC, Doris Leuthard était et reste une aubaine. La popularité dont la conseillère fédérale peut se targuer la prédestinait à occuper le devant de la scène. Elle est proche des gens, sans pour autant flirter avec le populisme. Et si elle teinte ses discours prononcés en bon allemand de notes suisses alémaniques quelque peu rustiques, ce n'est pas le fruit du hasard. Avocate de profession, Doris Leuthard sait qu'il faut à tout prix éviter de se montrer distante du grand public.

Originaire du Freiamt dans le canton d'Argovie, la conseillère fédérale est l'exemple type d'une politicienne qui incarne le consensus. En tant que représentante du PDC à l'échelon fédéral, elle est ancrée au centre de l'échiquier politique. Au sein du Conseil fédéral, Doris Leuthard et Didier Burkhalter ont pour mission de défendre une majorité de centre gauche ou de centre droit. Avec le départ d'Eveline Widmer-Schlumpf et l'élection d'un deuxième conseiller fédéral UDC, Doris Leuthard se pose plus que jamais en rassembleuse. Elle doit notamment définir pour son département des mesures pour les modèles d'infrastructure valant plusieurs milliards, tout en tenant compte des multiples intérêts économiques et de politique régionale en jeu. Il s'agit là d'une politique de consensus et de compromis par excellence.

Si Doris Leuthard a également subi des revers lors de certaines votations, elle a toujours su rebondir. Que ce soit en tant qu'oratrice ou lorsqu'elle participe à des tables rondes, la conseillère fait preuve d'un calme olympien, dont les personnalités politiques suisses sont rare-



**En tant qu'oratrice, Doris Leuthard fait toujours preuve d'un calme olympien. Si la magistrate PDC a également subi des revers lors de certaines votations, elle a toujours su rebondir.** Photo Keystone

ment pourvues. Néanmoins, son attitude tout en maîtrise peut parfois la rendre condescendante, voire la transformer en donneuse de leçons. C'est l'expérience qu'ont vécue des parlementaires et participants aux débats, dont les prises de position ou questions ont irrité ou mis à rude épreuve la patience de la conseillère. Là où d'autres membres du Conseil fédéral conservent un ton de circonstance même après des votes synonymes de désapprobation, Doris Leuthard fait sentir à ses interlocuteurs qu'elle ne s'abaissera pas à faire de déclaration.

## Esprit de répartie durant les débats

Son esprit de répartie durant les débats et sa force de persuasion protègent Doris Leuthard des attaques personnelles dirigées contre Simonetta Sommaruga, sa collègue du Conseil fédéral, notamment de la part de l'UDC. Mme Leuthard est appréciée même de ses opposants politiques. Ainsi, les échecs électoraux du PDC n'ont pas réussi à écorner son image. Certes, elle a été épargnée puisqu'elle n'a jamais eu à défendre des dossiers aussi épineux que ceux relatifs à la politique d'asile et la politique étrangère.

On prête à Doris Leuthard des ambitions dans une fonction internationale. À l'aise sur la scène internationale, elle entretient des contacts réguliers avec ses homologues étrangers. Sa bonne maîtrise de l'anglais et du français sont des atouts incontestables. Même si ses interventions en français sont imprégnées d'un fort accent argovien, elle peut participer sans difficulté aux débats organisés en Suisse romande. En tant que présidente de la Confédération, elle aura moins d'occasions de voyager à l'étranger que son prédécesseur, Johann Schneider-Ammann. Toutefois, son programme de visites est loin d'être insignifiant. En revanche, elle renoncera à la réunion de l'Albisgüetli de l'UDC durant laquelle Christoph Blocher se plaît à provoquer en duel oratoire les présidents en exercice de la Confédération. Le refus de Mme Leuthard de participer à cet événement est loin de créer la surprise puisqu'elle avait déjà fait faux bond à l'UDC lors de sa première année de sa présidence en 2010.

MARKUS BROTSCHI EST CORRESPONDANT PARLEMENTAIRE POUR LE «BUND» ET LE «TAGES-ANZEIGER».

# Au Tessin, les frontaliers continuent de cristalliser les tensions

Dans le petit canton du Tessin, le nombre de pendulaires italiens sur le marché du travail est en hausse constante. En conséquence, la population locale a développé un réflexe de défense et a même adopté une initiative populaire pour la préférence nationale à l'échelle du canton. Les Italiens s'inquiètent.

GERHARD LOB

Les frontaliers préfèrent prendre leur propre voiture pour se rendre au travail. Il en résulte chaque matin un flux sans fin de véhicules qui s'engouffrent dans le Tessin depuis les provinces frontalières de Côme et de Varèse et, le soir, un flux en sens inverse. Au passage de la frontière à Chiasso, les «Frontalieri» ont même une voie qui leur est consacrée aux heures de pointe. Le canton du Tessin, avec ses 350 000 habitants, compte à présent quelque 62 500 frontaliers. En quelques années, leur nombre a nettement augmenté. Plus déterminant encore: ils occupent plus d'un quart de tous les emplois. Dans aucune autre grande région de Suisse, le ratio entre frontaliers et population locale n'est aussi élevé. Précisons également que, contrairement aux années nonante, les frontaliers du Tessin ne travaillent plus presque exclusivement dans l'industrie, mais aussi de plus en plus dans les services.

Ces frontaliers prennent-ils le travail de la population locale et contribuent-ils au dumping salarial en étant prêts à accepter des salaires plus bas que ceux des Tessinois? La question divise depuis plusieurs années. En effet, la frontière géographique entre la Suisse et l'Italie est aussi une frontière salariale. En Suisse, les salaires sont au moins deux à trois fois plus élevés qu'en Italie. Même les salaires suisses les plus bas sont plus élevés que les salaires italiens. Des études ont montré qu'il n'existe pas d'autres régions en Europe centrale avec un écart salarial aussi frappant. En outre, en raison de



**Les frontaliers italiens donnent du fil à retordre aux Tessinois en raison des postes de travail mais aussi de la circulation aux heures de pointe, comme ici sur l'A2 au niveau de Mendrisio en direction de la frontière.** Photo Keystone

la crise économique persistante et du taux de chômage élevé en Italie, beaucoup d'Italiens sont prêts à accepter de parcourir de longs trajets. L'essentiel étant pour eux d'avoir un travail. Le Tessin pour sa part est confronté à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et beaucoup de postes ne peuvent être pourvus par les travailleurs suisses.

## Ils n'ont pas évincé les travailleurs locaux

Une étude de l'Institut de recherche en économie de l'Université de la Suisse italienne (IRE) concluait en 2016 que la hausse du nombre de frontaliers et de résidents étrangers provoquée par l'accord sur la libre circulation des personnes n'a pas augmenté le risque de chômage pour la population locale du Tessin. Il n'est certes pas possible d'exclure que des travailleurs étrangers n'aient pas ponctuellement rem-

placé des locaux sur certains postes, mais on ne peut pas parler d'évincement systématique. Par ailleurs, le taux de chômage de 3,5 % est toujours aussi faible et correspond à la moyenne suisse.

Pourtant, beaucoup de Tessinois ont l'impression que leurs emplois sont en péril car la pression est plus forte. Ils craignent aussi pour leurs salaires et ils en ont assez des embouteillages quotidiens dans les zones proches de la frontière. Le résultat de la votation du 9 février 2014 reflète leur état d'esprit. L'initiative populaire «Contre l'immigration de masse» lancée par l'UDC, parti national-conservateur, a été approuvée par 68 % des électeurs du Tessin, soit le taux le plus élevé de tous les cantons suisses. Contrairement à la Suisse alémanique, où l'immigration effective a surtout joué un rôle dans le résultat de la votation, au Tessin, le phénomène des frontaliers a été dé-

terminant dans la volonté de réintroduire des quotas de travailleurs étrangers.

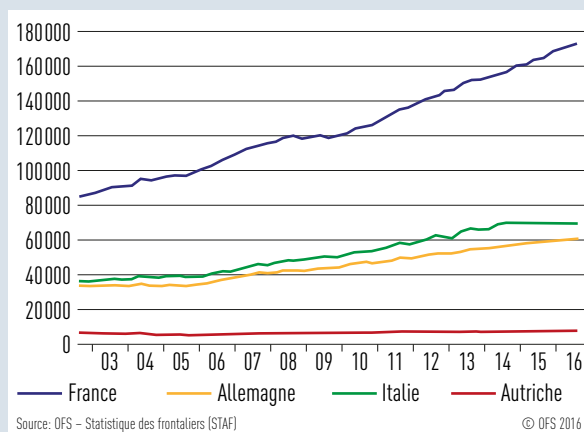
L'UDC tessinoise a aussitôt doublé ce résultat d'une initiative cantonale intitulée «Prima i nostri!» («Les nôtres d'abord!») Ce projet demande que la préférence nationale sur le marché du travail soit également inscrite dans la Constitution cantonale. Les signatures requises ont rapidement été recueillies et, fin septembre 2016, 58 % des votants ont approuvé cette initiative constitutionnelle dans ce canton italo-phonique.

## La préférence nationale pour lutter contre le dumping salarial

Il est désormais inscrit dans la Constitution du Tessin que, à qualification égale, la préférence doit être accordée au travailleur local. Le but est d'éviter le dumping salarial. Par ailleurs, le Tessin est aussi chargé de surveiller le contenu des contrats internationaux conclus par la Confédération, comme l'accord fiscal sur les frontaliers entre la Suisse et l'Italie.

Les appels du gouvernement cantonal et de la majorité parlementaire à rejeter l'initiative de l'UDC, qui introduit des prescriptions de politique sociale, économique et étrangère ne relevant pas de la compétence du canton, ont largement été ignorés. Une expertise confiée à Giovanni Baggini, professeur de droit public, administratif et européen à l'Université de Zurich, concluait à la quasi-impossibilité d'appliquer cette initiative. Toutefois, une commission parlementaire spéciale élabore actuellement des propositions pour les domaines dans lesquels il semble possible de mettre en œuvre la préférence nationale, par exemple dans l'administration publique. Tout comme pour l'application de l'initiative nationale contre une immigration de masse à laquelle se heurte le Parlement suisse, les lois tessinoises doivent être com-

### Frontaliers étrangers selon le pays de résidence



En 2001, soit avant l'entrée en vigueur de la libre circulation des personnes avec les pays occidentaux de l'UE, l'Office fédéral de la statistique (OFS) dénombrait 151 133 frontaliers en Suisse. Ils sont à présent 314 110 (état: 3<sup>e</sup> trimestre 2016). La majorité d'entre eux viennent de France et travaillent principalement dans la région de Genève. Parmi les grandes régions suisses, c'est celle qui emploie le plus de frontaliers. On trouve ensuite la Suisse du Nord-Ouest, avec Bâle comme ville principale, où sont embauchés 72 556 frontaliers qui viennent principalement d'Allemagne, mais aussi de France. La plupart des frontaliers italiens travaillent au Tessin, et un moindre nombre dans les Grisons ou en Valais. En nombre total de travailleurs frontaliers, le petit canton du Tessin se place en troisième position après l'Arc lémanique et la Suisse du Nord-Ouest. Les frontaliers représentent 10 % de tous les actifs dans la région de Genève et sont proportionnellement aussi nombreux en Suisse du Nord-Ouest. Au Tessin, ils représentent 26,2 % de tous les travailleurs, soit le ratio de loin le plus élevé.

patibles avec les accords bilatéraux européens et avec la libre circulation des personnes.

## Tensions aux frontières

En Italie, pays membre de l'UE, on s'inquiète des efforts déployés pour réintroduire la préférence nationale en Suisse. L'approbation de l'initiative populaire «Les nôtres d'abord» n'a pas vraiment contribué à apaiser les tensions entre le Tessin et les régions italiennes frontalières. En effet, ce vote a été perçu en Italie comme un vote contre les frontaliers. Le résultat de la votation a même fait la une du «Corriere della Sera», premier quotidien italien. L'idée d'une grève

des frontaliers a été brièvement envisagée.

Plusieurs personnalités politiques italiennes rappellent que le Tessin doit aussi aux frontaliers son essor économique après l'entrée en vigueur des accords bilatéraux et l'ouverture du marché qui a suivi. Par ailleurs, la main-d'œuvre italienne ne peut pas être embauchée dans des institutions publiques comme les maisons pour personnes âgées ou les hôpitaux. Mais cet aspect est ignoré. Dans un premier temps, Roberto Maroni (Ligue du Nord), président de la région de Lombardie, a haussé le ton en déclarant: «Les travailleurs de Lombardie ne peuvent pas être humiliés tous les jours et considérés comme des résidents illégaux.» Mais la violence des réactions initiales face à l'approbation de l'initiative a été suivie d'un retour au calme. Après avoir rencontré le gouvernement du Tessin à Bellinzone, Roberto Maroni a expliqué que les régions frontalières suisses et italiennes continueraient de collaborer de manière constructive.

Jusqu'à présent, le canton de Genève était le seul à avoir une clause de sauvegarde pour le marché du travail. Cette règle en vigueur depuis 2012 ne s'applique toutefois qu'à l'administration cantonale, aux institutions de droit public ou aux fondations bénéficiant d'un cofinancement public. Avant de publier un poste et de le pourvoir, les offices régionaux de placement doivent impérativement regarder si un travailleur résidant dans le canton est disponible pour ce poste.

GERHARD LOB EST JOURNALISTE INDÉPENDANT  
AU TESSIN

## 7528 Bâlois de l'étranger privés de vote

Contrairement aux cantons voisins de Bâle-Campagne, de Soleure et du Jura, ainsi qu'à sept autres cantons, les Suisses de l'étranger de Bâle-Ville ne peuvent pas participer aux élections cantonales. Jusqu'à présent, le Grand Conseil de Bâle-Ville a toujours refusé d'étendre leurs droits civiques.

PETER SCHENK

Depuis fin 2013, les Suisses de l'étranger originaires du canton de Bâle-Ville peuvent participer aux élections au Conseil des États. Cette décision du Grand Conseil a été précédée de discussions animées, marquées par le blocage du Parti libéral-démocrate (LDP), qui objectait que seules les personnes concernées devaient pouvoir participer à ces élections. Ce qui, selon André Auderset (LDP), n'est pas le cas d'une personne qui vit à Tombouctou. Le principal argument en faveur du droit de vote des Bâlois de l'étranger est qu'ils peuvent participer aux élections du Conseil national depuis 1992. Il n'était donc pas logique qu'ils ne puissent pas voter pour le Conseil des États. La modification de la loi a finalement été adoptée avec 80 voix pour et sept contre.



Les Suisses de l'étranger du canton de Bâle-Ville ne peuvent participer qu'aux élections nationales. Sur la photo: bureau de vote à la mairie de Bâle. Photo Keystone

Toutefois, les Bâlois de l'étranger ne peuvent toujours pas participer aux élections cantonales. Ce canton urbain, de tendance libérale, fait ainsi preuve d'un plus grand conservatisme que Bâle-Campagne, Soleure ou le Jura, où les Suisses de l'étranger peuvent

participer aux élections cantonales. Selon Marco Greiner, porte-parole du gouvernement cantonal, étendre la participation aux élections et votations cantonales a déjà fait l'objet de maintes discussions, mais le Grand Conseil s'y est toujours opposé. Ainsi, les 7528 ex-Bâlois qui avaient pu voter pour le Conseil des États pour la première fois en 2015, n'ont pas eu leur mot à dire lors des élections du Grand Conseil et du Conseil d'État en octobre dernier.

### Voter grâce à une votation populaire

Les règles varient selon les cantons. Il existe en effet dix cantons où les Suisses de l'étranger peuvent participer aux élections cantonales, notamment Soleure, depuis une votation populaire de 1980 et Bâle-Campagne, depuis l'entrée en vigueur d'une loi similaire en 1981. La chancellerie d'État de Bâle-Campagne déclare avoir abordé trois fois ce sujet au Parlement cantonal en 1978. Dans le Jura, cette règle existe depuis la création du canton en 1979. En revanche, Zurich, comme Bâle-Ville, restreint le droit de vote aux élections au Conseil des États.

Situé dans le nord-ouest de la Suisse, le canton d'Argovie est le plus restrictif en matière de droits civiques pour les Suisses de l'étranger. Les 7005 Suisses de l'étranger qui y sont inscrits ne peuvent voter que pour le Conseil national. La participation aux élections au Conseil des États n'est possible que si elle est prévue dans la législation cantonale, ce qui n'est pas

le cas. Le Conseil d'État d'Argovie a justifié son opposition en novembre 2012 dans sa réponse à une interpellation de Kim Lara Schweri (Verts), qui n'avait été signée que par un autre membre du Conseil.

### «Les liens se dissipent»

Il y expliquait que les liens que les Suisses installés depuis longtemps ou définitivement à l'étranger entretiennent avec l'Argovie se dissipent au fil du temps, que les affaires et les élections cantonales suscitent un intérêt moindre que celles du pays et que certains de ces électeurs ne savent plus parler allemand. Guy Morin (Verts), ex-président du Conseil d'État de Bâle-Ville, avance des arguments similaires au sujet des droits civiques des Suisses de l'étranger: «Pour les élections cantonales, on a besoin d'un lien que l'on perd lorsqu'on est parti depuis longtemps.» Il ajoute que Bâle est un canton urbain et qu'il ne peut pas imaginer que des Suisses de l'étranger puissent participer aux élections dans d'autres villes.

Baschi Dürr, représentant d'un parti bourgeois, se montre plus ouvert. À titre personnel, il trouve effectivement curieux qu'un Bâlois installé en Argentine puisse s'exprimer sur le réaménagement d'une place à Bâle, alors qu'un habitant de Bâle-Campagne ou un étranger domicilié à Bâle qui la traverse tous les jours ne peut pas le faire.» Il peut envisager une modification et ajoute: «Je ne rejette pas fondamentalement l'idée d'un droit de vote général des Suisses de l'étranger dans le canton de Bâle-Ville, mais ce droit doit émerger des rangs du Grand Conseil.»





Une mendiante demande de l'argent aux passants à Lausanne. Photo Keystone

## La Suisse romande rêve d'éradiquer la mendicité rom en la pénalisant

Depuis 2004, les grandes villes suisses ont vu apparaître dans leurs rues des personnes qui mendient. Une majorité sont des Roms. Villes et canton tentent d'effacer cette présence en amendant cet acte, sans y parvenir.

STÉPHANE HERZOG

En Suisse romande, la question de la mendicité – rom, en général – a à nouveau fait parler d'elle l'automne passé. En octobre, l'UDC vaudoise a obtenu une majorité au Grand Conseil pour adopter via une initiative parlementaire l'interdiction de tendre la main sur tout le canton. Ce vote devrait placer Vaud à égalité avec Genève, canton qui interdit toute mendicité sur son territoire depuis 2008. Cependant, la gauche vaudoise a lancé un référendum contre cette prohibition.

Au bout du lac Léman, la loi n'a pas réalisé son objectif implicite, qui était de faire disparaître des mendiants issus en grande majorité de Roumanie.

Chaque année, la police cantonale, aidée par la police municipale, traite des milliers d'amendes. Ces contraventions de 100 francs plus 100 francs d'émoluments sont envoyées par recommandé en Roumanie. Elles restent le plus souvent impayées ou font l'objet de recours, avant, le cas échéant, de se transformer en jours de prison, après que le montant global de la facture a été réduit par un juge, qui constate en général l'état de détresse économique des personnes verbalisées. Le nombre d'infractions pour mendicité ne diminue pas: 4500 en 2013, 5600 en 2010, 5700 en 2015, indique la police cantonale. En 2015, le total des amendes et des émoluments s'est élevé à près de 670 000 francs.

«Une majorité de ces amendes concerne la communauté rom», confirme Silvain Guillaume-Gentil, porte-parole.

### La suspicion de réseaux mafieux

Outre que la mendicité dérange une partie de la population, la droite juge que l'interdiction se justifie parce que les mendiants roms seraient les victimes de réseaux mafieux. «Si notre canton entend lutter efficacement contre la mendicité organisée il doit mettre en place une législation dissuasive sur l'ensemble de son territoire», indique à ce propos un rapport de minorité du Grand Conseil vaudois au sujet du positionnement du Conseil d'État sur l'initiative populaire UDC «interdisons la mendicité et l'exploitation de personnes à des fins de mendicité sur le territoire vaudois.» Pour le rapporteur de minorité, «les organisateurs qui font venir des personnes de l'Est européen» sont les véritables destinataires des pièces données par les Suisses.

Plusieurs enquêtes menées à ce sujet par la presse, mais aussi par des chercheurs, notamment Jean-Pierre Tabin, professeur à la Haute Ecole de travail social du canton de Vaud, n'ont pas confirmé l'existence de ces réseaux. A Genève, en 2015, un jugement pour traite d'êtres humains contre des ressortissants roumains – convoyant des Roms en bus vers la Suisse – a été cassé par la Cour de justice. «Il n'est pas établi que les propriétaires de bus recrutent leurs passagers pour mendier, ou que ces personnes exploitaient le travail des gens faisant route avec elles», a estimé cette instance. L'État de Genève a dû verser plus de 60 000 francs à deux convoyeurs au titre de réparation du tort moral pour leur détention injustifiée.

En mai, une femme rom et son fils ont en revanche été condamnés à trois ans de prison avec sursis pour traite d'êtres humains. Ils avaient exploité un jeune homme faible d'esprit, vendu par son propre père. «Les conditions de vie du père de mon client sont misé-

rables», a relevé le curateur du jeune handicapé rom forcé à tendre la main sur les trottoirs de Genève. A Tarnaveni, au centre de la Roumanie, les enquêteurs genevois ont découvert des baraques installées en bordure d'une zone industrielle abandonnée, rapporte la «Tribune de Genève». «Dans la maison du père, l'homme vivait avec sa mère malade et alitée. D'autres enfants étaient dans une pièce enfumée, chauffée avec un bidon rempli de charbons ardents. Le père de famille vit avec 200 euros par mois.» «C'est une migration de la pauvreté de personnes ostracisées dans leur pays. La mendicité n'est pas une donnée culturelle, mais socio-économique», commente Jean-Pierre Tabin, qui a publié un ouvrage sur ce sujet.

## 23 millions d'aide suisse aux Roms roumains

Sur les ondes de la RTS, en septembre, le chef du groupe PLR vaudois au Grand Conseil Marc-Olivier Buffat a argué que la Suisse aurait déjà dépensé «près de 400 millions de francs» pour aider les Roms dans le cadre des mesures d'appui à l'élargissement de l'Europe à la Roumanie et la Hongrie. «La Suisse a investi 185 millions en cinq ans en Roumanie pour l'aide aux Roms, avec un résultat nul», a-t-il assuré. «Le soutien financier que la Suisse a fourni dans ce pays pour l'amélioration de la situation des Roms entre 1992 et aujourd'hui se monte à quelque 23 millions de francs suisses», précise en fait Tilman Renz, responsable de l'information au Département fédéral des affaires étrangères.

«Accuser les Roms d'immoralité est facile. Ceux-ci ne disposent pas d'un lobby pour se défendre», juge Tabin. Les Roms sont-ils victimes d'attaques racistes? Le chercheur vaudois cite ironiquement des localités comme Tolochenaz ou Goumoens-le-Jux, où l'acte de tendre la main sera interdit

par la nouvelle loi, alors qu'il n'y a guère de mendiants en dehors du centre de Lausanne. «Un sondage réalisé en France, l'a montré: les Roms sont le segment de population qui concentre le plus de stéréotypés négatifs.» Pour Tabin, dont l'ouvrage vient d'être réédité – «signe que des gens s'intéressent à cette problématique» – le canton de Vaud ne se distingue pas pour autant des villes européennes. «Toutes les formes de limitations de la mendicité, que ce soit en Belgique, en Autriche ou en Allemagne, reviennent à criminaliser la pauvreté. Le fait d'être démuné devient un acte répréhensible pénalement, qui peut déboucher sur de la prison ou une expulsion, transformant les mendiants en criminels étrangers.»

## Des Suisses sont aussi poussés à la mendicité

«On veut se débarrasser des mendiants roms comme on nettoie la chaussée des déchets» a twitté en octobre Romain Papilloud, membre des Jeunes socialistes vaudoises. Le jeune homme estime que la gauche vaudoise a fait preuve de courage en lançant le référendum contre la loi sur la mendicité avant les élections législatives cantonales du printemps. «Nous ne soutenons pas la mendicité, qui est une preuve visuelle de la pauvreté. Mais cacher la misère n'est pas une solution, dit-il, tout en soulignant la difficulté à lutter contre des arguments simplistes, dirigés directement contre les Roms.» Papilloud, qui se présentera aux élections, rappelle que la mendicité n'est pas le seul apanage des Tziganes. «Les partisans de l'interdiction de la mendicité disent que les Suisses ne sont pas concernés par cette loi, car ils ont accès à l'aide sociale. Mais des gens échappent à ce système.»

## De Zurich à Bâle, l'acte de tendre la main est réprimé

À Zurich, la mendicité est interdite en vertu d'une loi cantonale. «La police municipale ne fait pas de contrôles ciblés, mais les contrevenants sont systématiquement poursuivis», indique Marco Bisa, porte-parole. Dans ces cas, l'argent du mendiant est confisqué et la personne subit une mesure d'éloignement. Le coût de cette infraction peut aller jusqu'à 500 francs. À Bâle, la police procède aussi à des confiscations et signale au Contrôle des habitants les cas de mendiants étrangers. «Cette politique est connue au sein des groupes organisés et l'effet d'éloignement est atteint», informe Martin Schütz, responsable de la communication pour le Département de police et de justice. Fin octobre 2016, à Bâle, 330 amendes avaient été dressées à des mendiants, un chiffre sans commune mesure avec ceux de Genève. Dans des plus petites villes, comme Neuchâtel, la police «repère immédiatement les contrevenants», indique Daniel Favre, porte-parole de la police. Dans ce canton, la loi offre la possibilité de punir les gens qui exploiteraient la crédulité du public, par exemple en se prétendant être sourds. Ainsi, sur 80 amendes dressées en 2016, 20 ont entraîné des contraventions de 300 francs pour ce motif. Berne sort un peu du lot. En 1991, l'interdiction générale de la mendicité dans le canton a été annulée. Depuis, la Ville a tenté d'introduire la prohibition des mendiants chez elle, mais sans succès. Seule zone où cet acte reste interdit, celui de la gare et ses alentours immédiats. Mais cette réglementation est le fait des CFF.

STÉPHANE HERZOG EST RÉDACTEUR  
À LA REVUE SUISSE

# «La Champions League des sports d'hiver»

Les Championnats du monde de ski prendront leurs quartiers à Saint-Moritz. Ce lieu de villégiature de la jet-set situé en Engadine n'en est pas à son coup d'essai en matière d'organisation de rencontres sportives internationales.

RENÉ WEBER

«Top of the World» – le slogan publicitaire ne fait pas dans la demi-mesure: Saint-Moritz entend bien être une marque de fabrique, une localité à part. Et sa notoriété, la station de ski huppée la doit aussi aux manifestations sportives dont elle a été le théâtre: le marathon de ski, deux olympiades d'hiver, la course de chevaux «White Turf» et plusieurs championnats du monde de ski, entre autres.

Du 6 au 19 février, l'Engadine accueillera pour la cinquième fois les championnats du monde de ski, après 1934, 1948, 1974 et 2003 – signant tout simplement un record. «La pression monte doucement», déclare Hugo Wetzel, le président du comité d'organisa-

tion de cet événement doté d'un budget de 60 millions de francs. Gian Gilli, son prédécesseur en 2003, venait également d'autres horizons sportifs: le ski de fond.

On notera du reste que le comité d'organisation est très couleur locale. Franco Giovanoli, 48 ans, est natif de Saint-Moritz, et d'autres personnes du cru officient à divers postes clés. «Il semble bien que Saint-Moritz évolue dans la Champions League des sports d'hiver. Il y a de quoi nous rendre fiers», dit Hanspeter Danuser, qui a dirigé la station thermale de 1978 à 2008. D'autant plus que de nombreux Engadinois participent à ces manifestations. Principal objectif selon lui: rester dans l'élite des stations de vacances alpines grâce aux championnats du monde.

que les fans se sentent bien», affirme M. Giovanoli. Toutefois, le président du CO tient à ce que Saint-Moritz ne se transforme pas en une cité festive le temps des championnats du monde, à l'image de Kitzbühel. «Nous voulons parler à notre public cible», précise M. Wetzel.

Quant aux pistes, elles n'inquiètent guère les organisateurs puisqu'elles ont déjà toutes fait leurs preuves en coupe du monde. Dans l'aire d'arrivée de Salastrains, l'infrastructure a été améliorée et le périmètre étendu. Plus de 120 containers ont par ailleurs été implantés et des tribunes pouvant accueillir 5000 spectateurs sont en cours de construction.

## 1300 bénévoles

Pour attirer l'attention sur l'événement, le comité d'organisation a sorti le grand jeu: Dario Cologna, Maria Höfl-Riesch, Nino Schurter, Marcel Hirscher, Christian Gross, Nino Niederreiter ou encore Nicola Spirig en seront ambassadeurs. «La fête se prolongera ensuite avec les 140 000 fans», ajoute M. Giovanoli.

Pendant les Mondiaux, les 1300 bénévoles auront un centre à eux dans le bâtiment Grevas. Ils pourront s'y retrouver, échanger et songer déjà aux Jeux olympiques d'hiver de 2026 – à condition qu'ils aient bien lieu dans les Grisons et à Saint-Moritz.

Justement, le dimanche 12 février, en plein pendant les Mondiaux, la population grisonne se rendra aux urnes pour se prononcer sur les premiers crédits octroyés pour ce projet à gros budget. Il va de soi que le comité d'organisation espère de tout cœur que les Jeux seront approuvés.

RENÉ WEBER EST RÉDACTEUR DE LA SECTION SPORTS DU QUOTIDIEN «SÜDOSTSCHWEIZ»

Franco Giovanoli, directeur des Championnats du monde de ski de St-Moritz, est un snowboarder de la première heure.



tion. Ce vieux routier sait de quoi il parle puisqu'il chapeautait déjà l'événement la dernière fois que Saint-Moritz avait accueilli les Mondiaux, il y a 13 ans, à l'instar de Martin Berthod, responsable de l'organisation de la course. Une expérience sur laquelle, Franco Giovanoli, le nouveau directeur sportif, peut à présent s'appuyer. Depuis 2014, cet ancien snowboarder se consacre à l'organisa-

## Une célébration, pas une cité festive

Les Championnats du monde de ski ont été organisés sous la devise «Take Your Time», l'idée étant de s'accorder le plus grand luxe qui soit: du temps. Le programme-cadre proposé en marge de la compétition s'inscrit totalement dans cette démarche. Franco Giovanoli promet des championnats animés faisant la part belle à l'animation et à l'éclectisme. La cérémonie d'ouverture, les remises de prix et les tirages au sort des listes de départ n'auront plus lieu sur la Schulhausplatz, comme en 2003, mais dans le Kulm Park historique. Les Jeux olympiques d'hiver de 1928 et 1948 avaient déjà eu lieu sur cet écran de verdure. Le pavillon classé monument historique a été restauré tout spécialement pour l'occasion. La zone piétonne abritera également un Street Festival, proposant un programme scénique des plus riches. Les maisons nationales seront également présentes sur le site. «Toutes les conditions sont réunies pour

## Un village de carte postale

Escapade dans le village tessinois de Morcote, une charmante petite bourgade bordant le lac de Lugano qui vient d'être sacrée «Plus beau village de Suisse».

GERHARD LOB

Pour visiter Morcote, l'idéal est de s'y rendre en bateau par temps ensoleillé. Le panorama y est à couper le souffle: dans le village niché au pied du Monte Arbostora, on aperçoit d'anciennes maisons de pêcheurs, des maisons de maître, un port ou encore des toits recouverts de tavillons rouges. Plus en hauteur trônent l'église Santa Maria del Sasso, son horloge très typique et le cimetière monumental en terrasses, auquel on accède après avoir franchi 404 marches – ce qui est loin d'être de tout repos en été. Si l'on poursuit l'ascension, on arrive dans les vignobles.

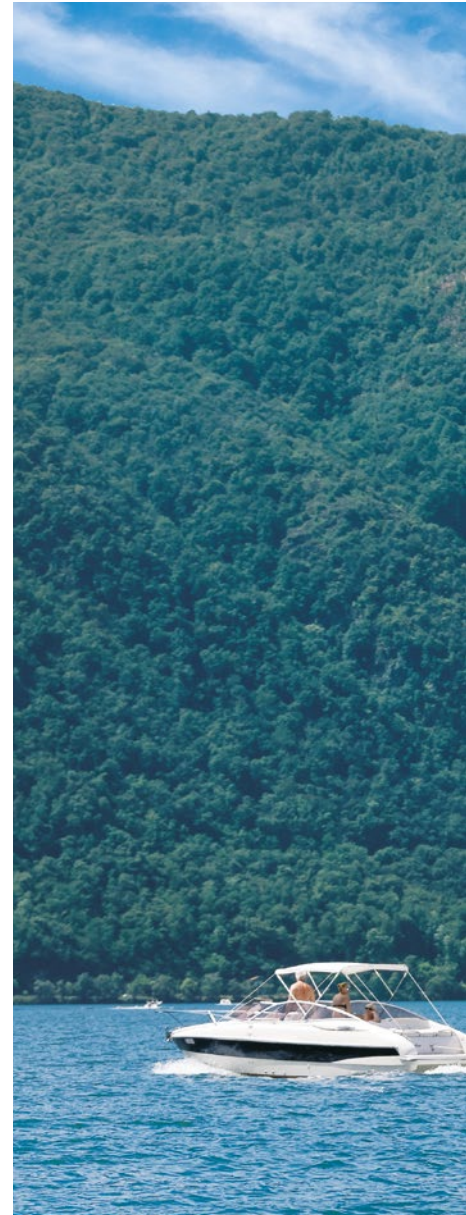
Morcote a toujours attiré les touristes. Ses ruelles sinueuses, ses ar-

cadés chaleureuses, ses restaurants sur les rives du lac ainsi que la multitude de curiosités qu'elle recèle fascinent en particulier les touristes venus de Suisse alémanique et d'Allemagne. Guère étonnant, dès lors, que Morcote ait remporté en octobre dernier le titre de «Plus beau village de Suisse 2016», un concours organisé par «L'illustré», le quotidien suisse alémanique «Schweizer Illustrierten», le journal dominical «Il Caffè» ainsi que la Société suisse de radiodiffusion et télévision SSR/SRG. On notera que le sondage en ligne ne prenait en compte que les communes de moins de 3000 habitants. Morcote compte tout juste 750 âmes.

### Privilèges d'antan

Des siècles d'histoire ont façonné cette bourgade. Autour de 1100, un château y fut édifié pour surveiller le trafic de marchandises par voie lacustre. En 1422, le duché de Milan lui accorda des privilèges (exonérations fiscales, droits d'autonomie, de pêche et de marché). Passée sous la domination des Confédérés en 1517, Morcote fut rattachée au bailliage de Lugano. Le commerce, la pêche et l'agriculture

Morcote est la cinquième commune sacrée «Plus beau village de Suisse». Alors que le concours était limité à la Suisse romande jusqu'en 2014, il est ouvert aux villages de toute la Suisse depuis 2015. Mais les villages de Suisse alémanique n'ont pas vraiment la cote. Lors de la finale de l'avant-dernière édition, les autres villages encore en lice étaient valaisan, jurassien et grison – en 2015, le titre avait déjà été remporté par un village suisse frontalier: Soglio.



furent une grande source de richesses pour le village. La migration artistique aussi: en effet, Giuseppe Fossati est à Morcote ce que Francesco Borromini, artiste de renommée mondiale, est à la bourgade voisine de Bissone. Son dernier descendant, Gaspare Fossati, bâtit des palais à Constantinople et restaura la mosquée Sainte-Sophie.

Parmi eux, peu auraient imaginé la dernière prouesse architecturale réalisée à Morcote: un gigantesque parking de sept étages se dressant sur la colline, qui a été inauguré en décembre 2015. Il offre 300 places de parking, dont une moitié est affectée à la population locale et l'autre aux personnes de passage. Cette construction a permis de classer un vieux dossier: le manque de places de stationnement.



Par contre, le trafic de transit sur la rue Principale, empruntée surtout par les frontaliers en période de grande affluence, reste un problème. «Il est prévu de bloquer totalement la route qui longe le lac à certains moments et de la transformer en zone piétonne», déclare Nicola Brivio, président de la commune de Morcote. Mais ce n'est pas encore pour demain.

### Visite à la fin de l'automne

«Cette localité est une véritable perle», confie un touriste allemand venu explorer le dédale de ruelles à la fin de l'automne. Pourtant, à cette époque de l'année, les visiteurs se font rares. On le voit aussi dans les commerces, qui mettent parfois la clef sous la porte jusqu'au mois de mars. L'Office du tou-

**Le «Plus beau village de Suisse» en été, vu du lac de Lugano. Morcote, une localité chargée d'histoire comptant 750 âmes, fascine surtout les touristes en provenance de Suisse alémanique et d'Allemagne.**

Photo Ticino Turismo

risme n'ouvre que le matin. «Ce titre va toutefois attirer des visiteurs le week-end», assure la gérante de l'épicerie La Botega.

Le fameux Parc Scherrer, splendide écrin de verdure à la sortie du village direction Figino, est également fermé l'hiver. Après y avoir acheté un terrain en 1930, le riche marchand de tissus saint-gallois Hermann Arthur Scherrer y a fait aménager un jardin d'inspiration orientale. Entre les cyprès, camélias, camphriers, eucalyptus, palmiers et bambous, on trouve également un salon de thé siamois ou un temple égyptien en miniature. Une curiosité qui vaut le déplacement, à l'instar des nombreux monuments historiques.

À Morcote, cette récompense a été accueillie avec grand enthousiasme.

La remise des prix a même été retransmise en direct à la télévision, sur RSI. Si personne ne conteste la beauté de cette localité figurant à l'Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS), le côté pratique suscite quelques réserves. «Visiter Morcote comme touriste est une chose. Y vivre en est une autre», remarque un agent immobilier situé dans les arcades. Quand on habite dans la vieille ville, se garer est mission impossible. Sans compter que les antennes paraboliques y sont interdites.

Pour le maire, Nicola Brivio, ces restrictions ne changent pas la donne: «Elire domicile à Morcote, c'est revendiquer un style de vie particulier, au détriment parfois de la commodité», dit-il.

## Les Mythen d'un point de vue australien

L'artiste Lucienne Fontannaz-Howard, artiste suisse résidant à l'étranger, a été invitée au lac des Quatre-Cantons afin de peindre le paysage montagneux autour de Brunnen. Elle avait dans un premier temps immortalisé 50 fois le même sujet sur toile dans son pays d'expatriation, l'Australie. De tête et à l'aide de photos.

MARKO LEHTINEN

Le paysage est féérique: une artiste a son atelier au bord de l'océan Pacifique. Le soleil brille, il fait chaud, comme toujours. Mais des photos et des images d'une tout autre atmosphère ornent les parois. Mer et soleil ont cédé leur place à des prés verdoyants, des forêts et des chaînes montagneuses. Le paysage qui entoure Brunnen au bord du lac des Quatre-Cantons, où domine le Grand Mythen, est omniprésent dans l'atelier de Lucienne Fontannaz à Sydney, où l'artiste âgée de 71 ans se consacre entièrement à cette Suisse idyllique, y réalise 50 peintures de petit format avant de décider de venir repeindre ce même paysage sur place.

Elle a été invitée au lac des Quatre-Cantons par l'Organisation des Suisses de l'étranger, la galerie Leewasser et la Fondation de la Place des Suisses de l'étranger en tant qu'«Artist in residence» – une expérience inspirante, comme le dira l'artiste par la suite.

**Madame Fontannaz, avant votre premier séjour à Brunnen, vous peigniez déjà des tableaux de cet endroit à Sydney. Comment cela s'est-il passé?**

Lucienne Fontannaz-Howard: Je collectionnais des cartes postales, des brochures et des illustrations sur internet et dans des livres. Sur ces photos, le ciel au-dessus de Brunnen était constamment d'un bleu acier, tout comme le lac, et cette atmosphère m'a inspirée. Je crois que mes premières interprétations du paysage étaient de nature poétique – dans l'attente de mon séjour sur place.



**Lucienne Fontannaz-Howard** est originaire de Bex, dans le canton de Vaud, et habite depuis 1976 à Sydney, en Australie. Elle est titulaire d'un master en pédagogie de l'art, administration artistique et arts plastiques. Elle a enseigné les arts visuels et a été commissaire d'exposition; ses œuvres et ses livres ont été exposés au Canada, en Australie, en Chine et en Suisse. Les principales sources d'inspiration de Lucienne Fontannaz sont depuis toujours les paysages – la côte de l'océan Pacifique à Sydney, le désert australien, mais aussi les paysages suisses à l'instar des pâturages des Préalpes en Gruyère ou les vues sur les Alpes.

**Lorsque vous êtes arrivée à Brunnen, le lieu vous a-t-il paru inspirant?**

Oui, j'ai été subjuguée par la vue sur les montagnes majestueuses. Des sommets aux formes uniques se dressaient où que je porte mon regard. Des prairies verdoyantes atteignaient presque les sommets, tandis que des forêts descendaient jusqu'au bord du lac. Et un ciel bleu acier surplombait effectivement la scène.

**Dans quelle mesure les toiles que vous aviez peintes à Sydney correspondaient-elles à la réalité de Brunnen?**

En Australie, je m'étais focalisée à dessein sur une représentation positive du paysage, en référence aux légendes de l'«âge d'or». Étonnamment, les peintures se sont révélées très proches de la réalité que j'ai finalement découverte.

**Par la suite, vous avez peint sur place. En quoi les toiles peintes à Brunnen se distinguaient-elles de celles réalisées auparavant?**

Le regard immédiat sur le paysage, la lumière aux diverses heures de la journée et les couleurs qui irradiaient le soir, au soleil couchant, m'ont permis d'élargir ma palette et d'explorer de nouvelles perspectives dans l'application des couleurs. Observer les nombreuses nuances de l'herbe, du feuillage et des arbres a constitué une belle expérience. Très vite, j'ai dû m'acheter de nouveaux verts pour pouvoir reproduire ce spectre chromatique. De plus, j'ai parfait mes connaissances historiques sur Brunnen. J'ai par exemple appris qu'autrefois, c'était un village de pêcheurs. J'ai laissé libre cours à mon inspiration pour réaliser des toiles qui reflétaient ma rencontre intime avec ce lieu particulier.

**Au début des années 1990, vous aviez déjà peint des montagnes suisses à l'autre bout de monde. Pourquoi?**

Dans un certain sens, je voulais peindre mon âme et évoquer l'essence des lacs et des montagnes suisses. Je m'en souvenais bien, et ils me manquaient tellement. Je me sentais encore très proche des montagnes que j'avais connues. Elles faisaient quasiment partie de moi et me rattachaient au pays, parfois de façon bienveillante, mais elles étaient aussi imprévisibles, avec un côté sinistre. Je voulais explorer ces sentiments et les exprimer dans ma peinture.

**En tant qu'expatriée, le thème des montagnes ne vous a jamais quittée...**

C'est vrai, les Alpes me manquent, tout comme les lacs de montagne et les balades dans ces paysages grandioses à différentes saisons. Lorsque les formations nuageuses à l'horizon de l'océan Pacifique prennent la forme d'une montagne lointaine, présente mais inaccessible, ou lorsque je nage dans la mer et que je vois de grandes vagues sur lesquelles les surfeurs s'amuse comme des skieurs dans la poudreuse, le paysage de mon enfance est alors omniprésent.

# Un roman dénonçant la guerre écrit dans le QG du général Guisan

Orlando Spreng plante le décor de son roman «Il reduce», publié en 1941, dans les rizières et les champs de céréales qui s'étendent à perte de vue dans la plaine du Pô.

CHARLES LINSMAYER

En 1936, Rico, un jeune soldat rentre à Sesto Cremonese, son village d'origine niché sur la plaine du Pô, après avoir combattu dans les rangs de Mussolini en Abyssinie. Son teint hâlé est aux antipodes de son état d'esprit: l'horreur dont ce fils de paysan s'est rendu complice l'a profondément meurtri et éloigné de son ancienne vie. Il cherche du réconfort auprès de Daria, la femme du «Bédouin», mais ce dernier le frappe brutalement avant de quitter le village à jamais. Rico ne supporte plus de vivre au village. Lorsqu'il retourne en Afrique, il peut compter sur le soutien de la jeune Nera, qui lui est restée fidèle tout ce temps.

La narration, portée par des descriptions saisissantes – terres paysannes crémonaises, rizières inondées, routes interminables sillonnant des champs à perte de vue, canaux rectilignes et champs de maïs immenses et impénétrables – confère un charme particulier à l'intrigue.

## Né de l'imagination d'un employé de la Poste

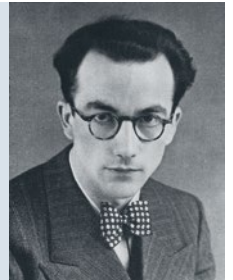
C'est sur les touches d'une machine à écrire militaire, au QG du général suisse Henri Guisan près de Berne, qu'est né «Il reduce» («L'ancien combattant», «Der Heimgekehrte»), le roman antiguerre le plus paisible et fantasque de la littérature suisse. Son auteur Orlando Spreng était un employé de la Poste né le 30 octobre 1908 à Sesto Cremonese, le village de son roman, d'un père fromager bernois ayant émigré en Italie. La famille s'est installée en Suisse en 1914. Orlando a été employé à la Poste puis a fini par obtenir un emploi au Kornhaus (grenier à blé) à Berne. En 1939, son roman «Le recluta Senzapace» («La recrue Senzapace», «Der Rekrut Senzapace») fait fureur. Un peu à la manière du Brave Soldat Chvéïk, il y brosse le portrait d'une recrue tessinoise naïve et un peu gauche du nom de Senzapace, connue pour être le mariole de service dans son bataillon et qui finit par amuser toute la Suisse. Mais Spreng se sur-

passé dans «Il reduce», œuvre où il laisse transparaître sa nostalgie du pays qui l'a vu naître et qui aurait eu l'étoffe pour se hisser au rang des chefs-d'œuvre du Néoréalisme italien. Mais sous Mussolini, cette chance était réservée au mieux au très classique Francesco Chiesa. Spreng, quant à lui, pouvait s'estimer heureux que son livre dénué de tout rapport avec la Suisse puisse intégrer «Terra nostra», la collection de Guido Calgari dédiée aux ouvrages patriotiques, et trouver grâce aux yeux de la guilde du livre Gutenberg après avoir été traduit en allemand par Jakob Bühner.

Les frontières à nouveau ouvertes, ce Suisse nostalgique de l'Italie tombe dans l'oubli, et son dernier livre, le roman tessinois «Il Lago», où il règle ses comptes avec les «colonialistes» suisses alémaniques, disparaît de la circulation avant de réparaître dans la même collection «Terra nostra» en 1952. Orlando Spreng meurt deux ans plus tôt, le 27 janvier 1950, à l'Ospedale italiano de Viganello à l'âge de 41 ans, suite à une hémorragie cérébrale qu'il avait vue venir depuis des années et qu'il avait également relatée dans «Il Lago».

BIBLIOGRAPHIE: la traduction allemande de cet ouvrage, «Der Heimgekehrte», réalisée par Jakob Bühner et préfacée par Charles Linsmayer, est disponible dans le volume 2 de l'édition «Reprinted by Huber».

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE



«Dis-moi, poursuivit l'ancien, pourquoi cette guerre? Pourquoi toutes les guerres? Pourquoi tuer alors que chaque homme a, d'un côté comme de l'autre, une mère, une femme, une famille? Un petit morceau de terre ne vaut pas une goutte de sang humain!» (Orlando Spreng: «Der Heimgekehrte», Verlag Huber, Frauenfeld 1988, S. 204)

### La nouvelle série: reflets de l'autre en soi

Dans sa nouvelle série littéraire, Charles Linsmayer présente des auteur(e)s suisses proposant dans leur œuvre un portrait de pays et de villes étrangers. Exil, nostalgie du pays quitté ou fascination exotique – la série revient notamment sur les témoignages de Hamo Morgenthaler sur l'Indonésie, sur le New York vu par Daniel de Roulet ou sur l'idylle estivale de Corinna Bille au Pradet près de Toulon.

## La Fondation pour les enfants suisses à l'étranger fête ses 100 ans

La Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE) existe depuis 1917. Cette fondation qui s'est d'abord appelée «Aide suisse» avait pour mission de permettre à des enfants suisses de l'étranger résidant dans des régions en guerre d'être logés dans des familles suisses afin d'échapper au conflit. Ensuite, elle a recentré son activité d'hébergement dans des familles d'accueil sur les camps de vacances. La FESE œuvre ainsi toujours au profit des enfants suisses de l'étranger afin qu'ils puissent conserver un lien avec leur pays d'origine, indépendamment de la situation financière de leur famille.

Pour son centenaire, la FESE a préparé quelques surprises. Le camp le plus prisé et le plus ancien «Voyage à travers la Suisse» est organisé deux fois. Pendant dix jours, les enfants suisses de l'étranger voyagent à travers le pays afin de découvrir les différentes facettes naturelles et culturelles de la Suisse. En plus de ces deux camps, la FESE propose de nouveau sept autres camps d'été dans différentes régions de Suisse. Au programme: la visite de sites emblématiques, mais aussi des randonnées à la découverte de lacs, de montagnes, de cours d'eau et de paysages typiques, ainsi que des excursions en ville. Certains jours, les participants restent au camp. Des jeux, des activités sportives et différents ateliers leur sont alors proposés. Bien sûr, les participants auront aussi l'occasion d'étoffer leurs connaissances sur la Suisse.

Par ailleurs, la FESE organise aussi en collaboration avec le Circolino Pipistrello un camp de cirque pour célébrer ses 100 ans. Dans le cirque participatif Circolino Pipistrello, les enfants suisses de l'étranger et de Suisse préparent ensemble, sous la direction de moniteurs et monitrices de cirque expérimentés, une représentation intitulée «100 ans de la FESE: chez nous en Suisse – chez nous dans le monde».

Vivre avec des enfants venus d'autres pays et échanger avec eux au-delà des barrières linguistiques, culturelles et nationales est une occasion unique de te faire de nouveaux amis et de passer des moments inoubliables!

Il y a encore des places libres dans chacun de ces neuf camps. Les inscriptions se font sur <http://sjas.ch/fr/camps/>. Sur demande, nous adressons volontiers notre brochure d'information avec notre offre complète par la Poste.

La fondation a créé un fonds pour que les familles en difficulté puissent recevoir une aide financière pour la participation aux coûts du camp choisi par leur enfant. La FESE vise ainsi à encourager les familles à la contacter afin qu'elles puissent aussi offrir à leurs enfants cette expérience si particulière. Vous pouvez demander le formulaire de réduction en cochant la case correspondante sur le formulaire d'inscription ou en le téléchargeant sur notre site web: <http://sjas.ch/fr/camps/reductions/>. Nous vous communiquons volontiers d'autres renseignements et sommes impatients de célébrer nos 100 ans cet été!



Stiftung für junge Auslandschweizer  
Fondation pour les enfants suisses à l'étranger  
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero  
Fundazioni per giuvenis svizzers a l'ester

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE)  
Alpenstrasse 26  
CH 3006 Berne  
Tél: +41 31 356 61 16  
Fax: +41 31 356 61 01  
E-mail: [info@sjas.ch](mailto:info@sjas.ch)  
[www.sjas.ch](http://www.sjas.ch)

## Formation en Suisse

L'équipe d'educationsuisse conseille et soutient chaque année un grand nombre de jeunes Suisses et Suissesses de l'étranger, ainsi que d'élèves des écoles suisses à l'étranger souhaitant suivre une formation en Suisse. Nos collaboratrices les informent et les conseillent sur tout ce qui concerne la «formation en Suisse». Elles proposent un aperçu des différentes formations possibles et répondent aux questions sur les conditions d'admission dans les universités, les connaissances linguistiques, la recherche d'une place d'apprentissage, les possibilités d'obtenir des bourses, les assurances, le logement et bien plus encore.

Par ailleurs, en collaboration avec le BIZ (centre d'information et d'orientation scolaire et professionnelle) de Berne-Mittelland, educationsuisse fournit des conseils sur le choix d'un métier ou d'un cursus. Les entretiens peuvent être réalisés dans différentes langues avec des spécialistes qualifiés du centre d'orientation, sur Skype ou sur place à Berne. Grâce à divers fonds, educationsuisse peut aussi attribuer de petites bourses complémentaires ou des prêts. Depuis l'année scolaire 2016/2017, un fonds de la «Gazzetta Svizzera» est disponible, il est destiné spécialement aux jeunes Suisses de l'étranger qui ont grandi en Italie et suivent une formation en Suisse.

Vous pouvez consulter notre site web <http://www.educationsuisse.ch/fr/formation-suisse> ou nous contacter directement par e-mail ou par téléphone. Vous pouvez aussi prendre rendez-vous pour un entretien-conseil à Berne. Nos collaboratrices parlent français, allemand, italien, anglais et espagnol.



educationsuisse – Formation en Suisse  
Alpenstrasse 26  
3006 Berne, SUISSE  
Tél. +41 31 356 61 04  
[info@educationsuisse.ch](mailto:info@educationsuisse.ch)



## Conseils de l'OSE

*Nous avons l'intention d'emménager en Suisse avec nos animaux domestiques (chiens et chats). Où pouvons-nous nous renseigner sur les conditions d'autorisation d'entrée en Suisse pour ces animaux domestiques?*

Lorsque vous entrez en Suisse pour y établir votre résidence, les effets de déménagement (effets immobiliers, vêtements, tableaux, objets de valeur, etc.) peuvent être importés en franchise de douane. Pour les animaux domestiques, vous devez respecter des formalités douanières spécifiques concernant les contrôles vétérinaires, les vaccins ou la prévention sanitaire. Par ailleurs, des dispositions sur la conservation des espèces s'appliquent aux plantes et aux animaux. Toutes les informations et fiches récapitulatives sont disponibles sur le site web de l'Administration fédérale des douanes:

[www.douane.admin.ch](http://www.douane.admin.ch) > Infos pour particuliers > Animaux et plantes.

Si vous cliquez sur «Passer la frontière avec chien, chat ou furet», vous serez redirigé vers le site de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires. Vous pourrez alors saisir des informations personnelles (type d'animal, âge, pays d'origine) et connaître les dispositions s'appliquant à votre situation.

Nous vous recommandons de demander la procédure détaillée à la centrale de renseignement suisse de l'Administration fédérale des douanes:

Administration fédérale des douanes AFD  
3003 Berne, Tél +41 58 467 15 15  
[www.douane.admin.ch](http://www.douane.admin.ch) > contact

LE SERVICE JURIDIQUE DE L'OSE

Le service juridique de l'OSE fournit des renseignements généraux sur le droit suisse dans les domaines qui touchent spécifiquement les Suisses de l'étranger. Il ne donne pas de renseignement sur le droit étranger et n'intervient pas dans des contentieux opposant des parties privées.

**IMPRESSUM:**  
La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 43<sup>e</sup> année en allemand, français, italien, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 400 000 exemplaires, dont 140 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité pour le contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion ni de la rédaction ni de l'éditrice.

DIRECTION ÉDITORIALE: Marko Lehtinen (LEH), rédacteur en chef; Stéphane

Herzog (SH); Marc Lettau (MUL); Jürg Müller (JM); Peter Zimmerli (PZ), responsable des «news.admin.ch», Relations avec les Suisses de l'étranger, DFAE, 3003 Berne, Suisse.  
TRADUCTION: CLS Communication AG  
DESIGN: Joseph Haas, Zurich  
IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9.  
E-mail: [revue@aso.ch](mailto:revue@aso.ch)

CLÔTURE DE RÉDACTION DE CETTE ÉDITION: 16.11.2016

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. [www.revue.ch](http://www.revue.ch)

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; n'écrivez pas à Berne.



## Offres pour les jeunes – été 2017

Divertissement, expériences dans la nature, amusement et aventures, voici ce que te réservent les camps d'été 2017 proposés par le Service des jeunes de l'OSE. Tu peux aussi améliorer tes connaissances linguistiques en allemand et/ou en français ou suivre un séjour de formation pendant le séminaire pour le congrès. Nous te proposons des programmes riches en distractions.

### Deux camps de loisirs à Leysin et un à La Punt

Le programme des camps de loisirs est à présent encore plus varié. En plus des activités sportives, de nombreuses sorties culturelles te seront proposées. Et le mieux, c'est que tu peux partiellement concevoir ton programme selon tes préférences et t'amuser ainsi encore plus!

### Camp de sport et de loisirs pour les 18 ans et plus à Sörenberg

Cette année, notre camp de sport et de loisirs à Sörenberg s'adresse aux jeunes adultes de 18 ans et plus. Nous séjournons sur le site marécageux de l'Entlebuch, biosphère placée sous la protection de l'UNESCO. La région, très riche sur le plan culturel, permet également de pratiquer différentes disciplines sportives.

### Camp Outdoor

Tu aimes la nature et tu te sens dans ton élément à l'extérieur? Deux semaines d'aventure t'attendent! Dans ce camp, tu passes des moments inoubliables et découvres la nature suisse sous toutes ses facettes. Sous l'encadrement d'une équipe de moniteurs expérimentés, tu apprends

à survivre en pleine nature dans un confort minimal.

### Découvre la Suisse «extended»

Si tu souhaites passer tes vacances en Suisse et voyager dans les villes et zones de montagne, cette offre est faite pour toi! Tu résides pendant deux semaines dans une famille d'accueil et tu découvres tous les jours une nouvelle ville ou région. «Découvre la Suisse extended» te permet de voyager à travers la Suisse.

### Cours d'été d'allemand et de français

Nos cours d'allemand et de français s'adressent à des élèves débutants mais aussi avancés. En plus du cours de base, tu peux t'inscrire dans le groupe de renforcement (huit leçons supplémentaires). L'après-midi, nous te proposons des activités de loisirs. Tu es hébergé(e) dans l'une de nos sympathiques familles d'accueil et participes ainsi à la vie quotidienne suisse.

### Séminaire pour le congrès à Bâle

Le congrès 2017 porte sur le thème: «Suisses de Suisse et de l'étranger: un monde!» La priorité sera accordée au dialogue entre les Suisses de Suisse et ceux de l'étranger. Ce séminaire d'une semaine te réserve beaucoup de rencontres passionnantes et des activités variées.

### Inscris-toi sans plus attendre!

Toutes les infos et inscriptions sur [www.aso.ch](http://www.aso.ch) et [www.swisscommunity.org](http://www.swisscommunity.org)

# Acquérir la nationalité suisse à l'étranger

La nouvelle loi sur la nationalité s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018; elle facilite la naturalisation du conjoint pour tous les Suisses vivant à l'étranger qui ont épousé une personne de nationalité étrangère. À l'avenir également, la naturalisation facilitée sera possible à l'étranger. Les conditions requises ont toutefois été modifiées sur un certain nombre de points.

Actuellement, près de 11 000 personnes par an obtiennent la naturalisation facilitée, dont 2 000 vivant à l'étranger. Il s'agit en premier lieu de conjoints étrangers ayant épousé des ressortissants suisses qui, du fait de leur environnement familial notamment, se sentent étroitement liés à la Suisse même à l'étranger. Ces conjoints entretiennent des contacts réguliers avec des Suisses et séjournent périodiquement en Suisse.

## Intégration

«L'objectif est de naturaliser les personnes qui sont bien intégrées en Suisse», a déclaré la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga lors du débat parlementaire relatif à la nouvelle loi sur la nationalité. Le droit en vigueur suppose déjà une bonne intégration. La nouvelle loi définit toutefois de manière encore plus explicite ce qu'il faut entendre par là. Pour une meilleure compréhension, les critères d'intégration ont été concrétisés dans la nouvelle ordonnance. Les candidats à la naturalisation vivant à l'étranger doivent, «par analogie», également remplir les critères d'intégration en question. Cette application par analogie signifie que les demandes déposées à l'étranger doivent être traitées de la même manière que les demandes de naturalisation facilitée déposées en Suisse. Cependant, la situation à l'étranger ne doit pas être, dans tous les cas, assimilée systématiquement à celle prévalant en Suisse.

## Dépôt de la demande

Les conjoints de ressortissants suisses doivent vivre en communauté conjugale depuis six ans au moins et avoir des liens étroits avec la Suisse. Si ces conditions sont remplies, une demande de naturalisa-



tion facilitée peut être déposée auprès de la représentation suisse compétente. Les émoluments de naturalisation perçus par le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) sont réglés, comme jusqu'à présent, lors du dépôt de la demande. En cas de décision négative de naturalisation, les émoluments ne sont toutefois plus remboursés. La représentation suisse détermine au cours d'un entretien le niveau de connaissances sur la Suisse du candidat à la naturalisation, puis établit un rapport à l'intention du SEM. Le SEM vérifie ensuite si toutes les conditions de naturalisation sont remplies, se procure des renseignements de référence et confère la nationalité suisse en cas de décision positive.

## Liens étroits avec la Suisse

L'existence de «liens étroits avec la Suisse» est une condition de naturalisation essentielle en particulier pour les demandes déposées à l'étranger. Dans la nouvelle loi, les exigences en la matière ont été quelque peu relevées. Au cours des six mois précédant le dépôt de la demande, le candidat à la naturalisation doit avoir séjourné en Suisse au moins à trois reprises pendant au moins cinq jours à chaque fois.

### HELPLINE DFAE

☎ en Suisse +41 800 24 7 365  
 ☎ à l'étranger +41 58 465 33 33  
 E-Mail: [helpline@eda.admin.ch](mailto:helpline@eda.admin.ch)  
 Skype: [helpline-eda](https://www.skype.com/en/contacts/helpline-eda)

### Conseils aux voyageurs

[www.eda.admin.ch/voyages](http://www.eda.admin.ch/voyages)  
 ☎ en Suisse +41 800 24 7 365  
 ☎ à l'étranger +41 58 465 33 33  
[www.twitter.com/travel\\_edadfae](https://www.twitter.com/travel_edadfae)

### itineris

Inscription en ligne pour les Suisses voyageant à l'étranger  
[www.dfae.admin.ch/itineris](http://www.dfae.admin.ch/itineris)



Départ réfléchi.  
 Voyage réussi.

L'appli est disponible gratuitement pour iOS et Android

Des références doivent en outre être fournies par des personnes résidant en Suisse qui connaissent personnellement le candidat à la naturalisation et peuvent confirmer les séjours de celui-ci en Suisse. En général, le candidat doit également avoir réussi un test de connaissances de base portant sur la situation géographique, historique, politique et sociale de la Suisse. Enfin, il doit avoir des contacts avec des ressortissants suisses et posséder de bonnes connaissances d'une langue nationale. Dans l'ordonnance sur la nationalité, on a renoncé à définir un niveau de langue. Les aptitudes linguistiques sont évaluées par la représentation suisse compétente au cours d'un entretien personnel, comme c'est déjà le cas aujourd'hui.

Les étrangers qui, du fait de leur environnement familial, se sentent étroitement liés à la Suisse même à l'étranger peuvent demander la naturalisation facilitée également avec la nouvelle loi. Les conditions liées aux demandes déposées à l'étranger ont toutefois été durcies de manière ponctuelle. Tout candidat désireux de déposer une demande de naturalisation facilitée à l'étranger devrait s'informer en temps opportun auprès de la représentation suisse compétente. De plus amples informations à ce sujet sont disponibles sur [www.sem.admin.ch/sem/de/home/themen/buergerrecht/faq.html](http://www.sem.admin.ch/sem/de/home/themen/buergerrecht/faq.html) > Entrée & Séjour > FAQ > Nationalité suisse / Naturalisations > Questions relatives au nouveau droit.

## Autres nouveautés concernant la réintégration

Désormais, les demandes de réintégration déposées à l'étranger supposent l'existence de liens étroits avec la Suisse. Il s'agit là d'un durcissement de la réglementation par rapport au texte en vigueur actuellement. Si la perte de la nationalité suisse remonte à plus de dix ans, le candidat à la naturalisation ne peut déposer une demande de réintégration que s'il a séjourné trois ans en Suisse. Jusqu'à présent, un enfant dont la grand-mère possédait la nationalité suisse pouvait demander la naturalisation facilitée. Désormais, seul l'enfant issu d'un mariage entre une Suissesse et un étranger et dont la mère possédait la nationalité suisse avant ou au moment de la naissance de l'enfant peut déposer une demande de naturalisation facilitée. Dans ce cas également, l'enfant doit avoir des liens étroits avec la Suisse. À l'avenir, une naturalisation facilitée ne sera plus possible si seule la grand-mère ou l'arrière-grand-mère sont de nationalité suisse.

Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:  
Peter Zimmerli, Relations avec les Suisses de l'étranger  
Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse  
Téléphone: +41 800 24-7-365 ou +41 58 465-33-33  
[www.dfae.admin.ch](http://www.dfae.admin.ch), mail: [helpline@deda.admin.ch](mailto:helpline@deda.admin.ch)

## Votations fédérales

Les objets de votation sont fixés par le Conseil fédéral au moins quatre mois avant le jour de la votation. Les trois projets suivants seront soumis au vote le 12 février 2017:

- Arrêté fédéral du 30 septembre 2016 concernant la naturalisation facilitée des étrangers de la troisième génération
- Arrêté fédéral du 30 septembre 2016 sur la création d'un fonds pour les routes nationales et pour le trafic d'agglomération
- Loi fédérale du 17 juin 2016 sur l'amélioration des conditions fiscales en vue de renforcer la compétitivité du site entrepreneurial suisse (Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III).

Autres dates de votation en 2017: 21 mai, 24 septembre et 26 novembre.

Toutes les informations sur les projets (explications du Conseil fédéral, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, vote électronique, etc.) sont disponibles sur [www.admin.ch/votations](http://www.admin.ch/votations).

## Initiatives populaires

Les initiatives populaires suivantes ont été lancées avant la clôture de la rédaction (expiration du délai pour la récolte des signatures entre parenthèses).

- 'Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse' (29.05.2018)

La liste des initiatives populaires actuelles est disponible sur [www.bk.admin.ch](http://www.bk.admin.ch) > Actualités > Élections et votations > Initiatives en suspens.

## Remarques

Pour ne manquer aucun message («Revue Suisse», newsletter de votre représentation, etc.), communiquez à votre représentation suisse votre e-mail et numéro de téléphone mobile ainsi que tout changement et inscrivez-vous sur [www.swissabroad.ch](http://www.swissabroad.ch). Vous pouvez à tout moment lire et imprimer le numéro actuel de la «Revue Suisse» ainsi que les numéros précédents sur [www.revue.ch](http://www.revue.ch). La «Revue Suisse» (ou la «Gazzetta Svizzera» en Italie) est envoyée directement en version imprimée ou par voie électronique (e-mail et application iOS/Android) à tous les foyers de Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une ambassade ou d'un consulat général.

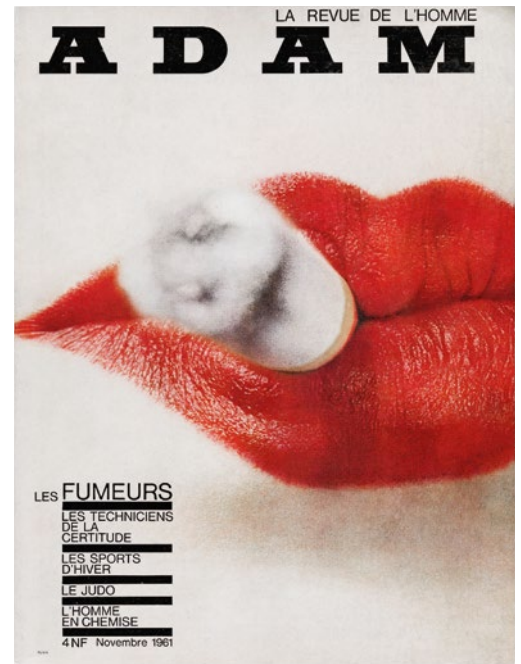


## Les Suisses de Paris

À partir de 1950, de nombreux graphistes et typographes suisses sont partis s'installer à Paris, contribuant à révolutionner le monde parisien de la création graphique par leur influence, qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Lettrage pour le métro, couvertures de magazines, création de bouteilles de parfum – l'exposition «Les Suisses de Paris» est entièrement consacrée aux célèbres designers suisses émigrés à Paris. LEH

L'exposition «Les Suisses de Paris» au Museum für Gestaltung de Zurich dure jusqu'au 19 mars 2017.

[www.museum-gestaltung.ch](http://www.museum-gestaltung.ch)



Couverture du magazine pour hommes «Adam» de Friedrich Schrag, en 1961.



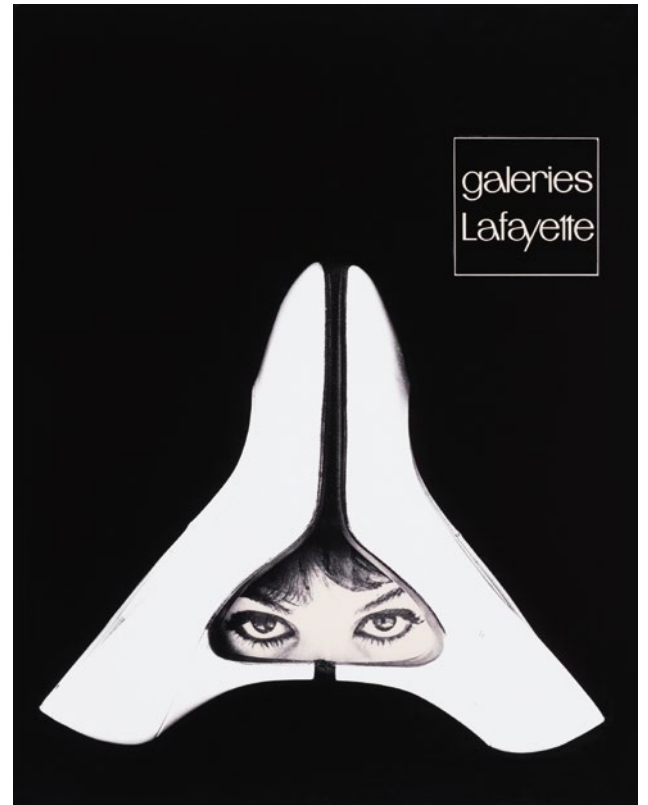
Affiche de l'exposition du Centre de création industrielle en 1971, réalisée par Jean Widmer. Plus tard, il a également conçu l'identité visuelle du Centre Georges-Pompidou.



Design et parfum: Fred Rawlyer a créé ce flacon pour Courrèges en 1977.



Développement par Bruno Pfäffli de la police de caractères «Univers» d'Adrian Frutiger. Bruno Pfäffli a travaillé dans l'atelier de ce dernier à partir de 1961.



Au début de sa carrière, Jean Widmer travaillait aux Galeries Lafayette, pour qui il a créé cette annonce publicitaire en 1959.



En 1973, le célèbre typographe suisse Adrian Frutiger a réalisé la signalétique du métro de Paris.



Annonce publicitaire de 1990 de Bruno Suter. Ce designer suisse est également à l'origine de campagnes publicitaires pour Benetton et Hermès.



Carton d'invitation original conçu par Fred Rawlyer à l'été 1967 pour le défilé de mode de la collection Indreco.

## Goût du voyage et ouverture au monde



RUDOLF WYDER:  
«Globale Schweiz:  
Die Entdeckung der  
Auslandschweizer»,  
Stämpfli Verlag, Berne 2016,  
256 pages, CHF 34.–

Migration et mobilité sont des thèmes dominants de l'époque actuelle. Chaque année, des dizaines de milliers de ressortissants suisses quittent leur pays, et environ autant reviennent s'y installer. Les Suisses comptent parmi nos contemporains les plus enclins au voyage, écrit Rudolf Wyder dans l'introduction de son ouvrage «Globale Schweiz: Die Entdeckung der Auslandschweizer». Il faut dire qu'il n'y a pas si longtemps, l'État était heureux d'en voir partir le plus grand nombre possible, et pour toujours: en effet, dans les années trente du siècle dernier, la promotion de l'émigration servait de remède au chômage.

Dans cet ouvrage, publié à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE), Rudolf Wyder retrace les différentes étapes passionnantes des relations entre la Suisse et ses exilés. L'ouvrage n'est pas centré sur le récit des aventures de ces émigrés. L'auteur, qui fut directeur de l'OSE de 1987 à 2013, nous livre un exposé historique classique, en procédant de façon chronologique et thématique.

Il présente un aperçu, inédit à cette échelle, des préférences politiques des expatriés sur la base de sondages représentatifs et d'analyses de leur comportement lors des élections et des votations. Ce qui retient l'attention, note Rudolf Wyder, c'est une attitude plus ouverte à l'égard des affaires spécifiques de politique étrangère et des projets concernant le rôle et l'image de la Suisse dans le monde. Le taux d'approbation est nettement au-dessus de la moyenne en ce qui concerne la première série d'accords sectoriels avec l'UE en 2000 ou la participation aux accords de Schengen et Dublin en 2005. Fait notable, l'initiative de 2014 contre l'immigration de masse a été rejetée dans les huit cantons par en moyenne deux tiers des Suisses de l'étranger ayant révélé ce qu'ils avaient voté. En ce qui concerne l'ouverture et l'engagement international de la Suisse, le vote des électeurs vivant à l'étranger est nettement plus positif que la moyenne suisse. Et ce n'est pas fini: l'auteur relève que le score électoral des partis favorables à une présence et une participation de la Suisse au niveau international est proportionnellement plus élevé chez les Suisses de l'étranger. Il constate que le comportement électoral des citoyens expatriés coïncide pratiquement avec celui des électeurs des zones urbaines en Suisse.

Rudolf Wyder nous livre un ouvrage de référence sur l'histoire migratoire de la Suisse, qui permet de prendre conscience de toute l'importance de l'émigration suisse au 20<sup>e</sup> siècle et au début du 21<sup>e</sup> siècle.

JÜRIG MÜLLER

## Point de vue d'un père de famille



ADRIAN STERN:  
«Chumm mir singed  
die Songs wo mir liebed  
und tanzed mit ihne dur  
d'Nacht»,  
Sony Music, 2016.

Adrian Stern a toujours donné l'image d'un jeunot menant sa vie avec insouciance, un sourire aux lèvres, si charmant que l'on ne saurait prendre ombrage de sa candeur récurrente. Âgé aujourd'hui de 41 ans, le chanteur a conservé cette allure d'adolescent souriant. Toutefois, ses textes révèlent peu à peu les questionnements d'un homme devenu père de famille.

Le titre du nouvel album d'Adrian Stern est long: «Chumm mir singed die Songs wo mir liebed und tanzed mit ihne dur d'Nacht» – et ses textes ne sont plus consacrés essentiellement aux nuits passées à danser sur sa musique préférée, mais développent des thèmes

tels que la responsabilité, le couple, le doute et le vieillissement, avec des accents annonçant la première crise de la quarantaine.

Il y a 13 ans, dans son premier album «Stern», le jeune Badois chantait encore des chansons d'amour légères et charmantes. Plus tard, à l'époque du quatrième album «Herz», devenu double disque de platine, ses chansons se sont teintées de nostalgie, reflétant l'humeur d'un garçon plus tout jeune, mais toujours désireux de se confronter au monde.

Par la suite, Adrian Stern a fondé une famille, et l'album «1+1» sorti en 2013 adopte un ton plus sérieux, qui convient très bien à ce chanteur du dialecte badois. C'est d'ailleurs une bonne chose qu'il ait conservé le même style pour les textes du dernier album. Les douze chansons de «Chumm mir singed...» sont empreintes d'une authentique maturité, d'une réflexion propre à ce musicien quadragénaire père de deux jeunes enfants: dans «Älter», le chanteur se demande s'il est à la hauteur de son rôle dans la vie et si tout ce qu'il fait a du sens. Dans «Irgendwie», il évoque l'angoisse et l'incertitude qui l'oppressent en voyant sa relation de couple changer avec le temps et les enfants. Mais il aborde également d'autres thèmes, tels que l'amour de sa ville natale Baden, qu'il exprime très joliment dans «Chlini Stadt und wildi Ross».

Sur le plan musical, Adrian Stern reste fidèle au style pop-rock, avec des textes en dialecte et des mélodies entraînantes portées par une guitare acoustique. Sa musique s'est toutefois enrichie de nouveaux sons électroniques, qui donnent aux chansons graves de l'ex-jeunot une sonorité intéressante.

MARKO LEHTINEN

## Markus Seiler



Le portrait type d'un responsable des services secrets? Un regard froid et impénétrable. Des traits sévères. À supposer que l'on puisse le croiser un jour! Cet homme puissant, sans visage, qui œuvre dans l'ombre a le don d'alimenter délires paranoïaques et théories du complot – même en Suisse. Et pourtant, le patron des services de renseignements suisses multiplie les apparitions publiques depuis quelque temps.

En amont de la votation relative à la nouvelle loi sur le renseignement, Markus Seiler a d'abord défendu bec et ongles, dans l'émission «Arena», le projet étendant les prérogatives du Service. Et il a visiblement réussi puisque le peuple suisse lui a accordé sa confiance en adoptant la nouvelle loi. Ensuite, ce Thurgovien de 48 ans a livré des éclairages d'une précision et d'une transparence saisissantes sur les attributions et le lot quotidien de son équipe dans la lutte contre la terreur et l'extrémisme de droite.

De toute évidence, l'accessibilité peu commune, la circonspection et le regard parfois candide de ce directeur des plus sympathiques ne doivent pas faire oublier qu'à l'avenir également, personne ne saura vraiment ce que fait le Service de renseignement de la Confédération (SRC) en coulisses. C'est dans la logique des choses. Il n'empêche que, l'an passé, ce politologue et père de quatre enfants a su donner un visage au SRC et contribuer à le rapprocher un peu du peuple.

MARKO LEHTINEN

### Les plus grandes fortunes sont suisses

En moyenne, aucun autre pays du monde ne compte un nombre aussi élevé de riches que la Suisse. La fortune privée s'élève approximativement à 561 900 dollars américains, soit environ 568 000 francs suisses. Au classement des plus grandes fortunes, la Suisse se place avant l'Australie, les États-Unis et la Norvège. Les particuliers suisses détiennent une fortune globale de 3,5 milliards de dollars. Bien qu'ils ne représentent que 0,1 % de la population du globe, ils disposent de plus de 1,4 % de la fortune mondiale. Et cette tendance ne fait que s'accroître: selon les prévisions, la fortune moyenne devrait atteindre 606 000 dollars d'ici à 2020. Ces chiffres sont tirés de la dernière édition du «Global Wealth Report» publié par le Credit Suisse Research Institute.

### La police entend surveiller les déplacements suspects

À l'avenir, les voyages entrepris par de potentiels terroristes devraient pouvoir faire l'objet d'une surveillance discrète par l'Office fédéral de la police (Fedpol). La Commission de la politique de sécurité du Conseil des États s'est prononcée à l'unanimité en faveur d'une motion du Conseil national allant dans ce sens. L'objectif est de surveiller et consigner les déplacements de personnes à leur insu dans le cadre du système d'information Schengen SIS. La commission estime qu'il s'agit d'un instrument efficace pour détecter les infractions pénales. Le Conseil fédéral a d'ores et déjà lancé les travaux préparatoires. Entre début et fin octobre 2016, Fedpol a prononcé une interdiction d'entrée à 26 djihadistes.

### Bâle veut promouvoir une chaleur propre

Dès 2050, Bâle-Ville devrait réduire au minimum le chauffage au mazout et au gaz. Le Grand Conseil du canton de Bâle-Ville vient d'adopter à une large majorité une révision de la loi sur l'énergie. Outre la stratégie énergétique de la Confédération et la vingtaine d'interventions d'élus du Grand Conseil, c'est l'initiative «Basel erneuerbar», déposée il y a deux ans, qui a été l'élément déclencheur. L'initiative voulait inscrire dans la constitution cantonale l'obligation d'avoir recours à une énergie «en principe couverte par des énergies durables et renouvelables» dès 2050. Les transports publics auraient été également inscrits dans le texte constitutionnel. Le fait que l'essence et le diesel destinés aux véhicules ne figurent désormais plus au niveau législatif représente l'une des modifications les plus marquantes de la révision de la loi. Le principe des incitations est, quant à lui, maintenu. En revanche, la production de chaleur au moyen d'énergies fossiles doit, dans la mesure du possible, être supprimée d'ici à 2050, et ce, sans augmentation de dépenses.

### Des volontaires résolvent 5751 devinettes

La bibliothèque de l'ETH à Zurich possède quelque trois millions de photos, dont les archives de l'ancienne Swissair. Une grande partie des photos de presse ne sont pas étiquetées. Aussi les responsables de la bibliothèque ont-ils fait appel au crowdsourcing (production participative). Des centaines de volontaires ont partagé leur savoir pour améliorer les informations, voire ont entrepris de classer les photos. Jusqu'au mois de novembre dernier, plus de 8000 indications ont été reçues et 5751 informations sous forme d'images ont finalement pu être notablement revalorisées.



**Suisse.**  
tout naturellement.

**#AMOUREUXDELASUISSE**  
parce que tout y est possible.



Corvatsch, Grisons, © Stephan Schürcher

Réservez dès maintenant sur [Suisse.com/hiver](https://www.suisse.com/hiver) ou au **00800 100 200 30** et préparez-vous à tomber amoureux.